



# IRAN

## REGARD VERS L'EST : LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

Mohammad-Reza Djalili  
et Thierry Kellner

# **IRAN**

---

## **REGARD VERS L'EST : LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE**

**Mohammad-Reza Djalili  
et Thierry Kellner**

© Groupe de recherche et d'information  
sur la paix et la sécurité (GRIP)  
rue Van Hoorde, 33  
B-1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Siteweb: [www.grip.org](http://www.grip.org)

\*. Mohammad-Reza Djalili est docteur en science politique et diplomatique de l'Université libre de Bruxelles. Il est professeur associé aux Instituts universitaires de hautes études internationales et du développement de Genève (Suisse). Ses recherches portent sur l'histoire de l'Iran contemporain, les conflits du Moyen-Orient et la géopolitique de l'Asie centrale et du Caucase. Il a récemment publié *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005, 143 p. ; *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 2003, 585 p. (en collaboration avec Thierry Kellner) et *Iran : l'illusion réformiste*, Paris, Presses de sciences po, 2001, 125 p.

\*\* . Thierry Kellner est docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de Hautes études internationales (Genève-Suisse). Ses recherches portent sur la politique extérieure de la République populaire de Chine, la géopolitique de l'Asie centrale et du Xinjiang, et également sur les questions énergétiques. Outre *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 2003, 585p. (en collaboration avec Mohammad-Reza Djalili), il a récemment publié « La Chine et le pétrole : perceptions sécuritaires et démarche stratégique » dans *La Dépendance pétrolière. Mythes et réalités d'un enjeu stratégique*, sous la direction de Gérard Chaliand et Annie Jafalian, Paris, Encyclopaedia Universalis, Le tour du sujet, avril 2005, p. 71-90.

---

## Sommaire

---

<b>Introduction</b>	5
<b>L'Inde voisine</b>	5
Vers un partenariat stratégique?	6
Une voie de transit	8
Diplomatie du pétrole et du gaz	11
<b>Les relations avec la République populaire de Chine</b>	15
Les années 80 : rapprochement et coopération	15
Le début des années 90 : bouleversement géopolitique	17
Le tournant 2000	19
La période post-11 septembre	21
<b>L'Iran et le Japon</b>	26
Des relations essentiellement économiques et énergétiques	26
Essor du dialogue politique à la fin des années 90	27
Maintien des relations politiques et énergétiques après le 11 septembre	30
<b>Conclusion</b>	33
Annexe I. Répartition géographique des échanges de l'Iran	34
Annexe II. Distribution des échanges de l'Iran par aire géographique	34
Annexe III. Les échanges entre l'Iran et ses partenaires asiatiques en 2003	35



---

## Introduction

---

« *Nous aurons besoin de 100 millions de mètres cubes de gaz par jour. Les États-Unis pourront-ils nous les fournir ?* »

Le ministre indien des Hydrocarbures à l'ambassadeur américain qui protestait contre le projet de gazoduc avec l'Iran.

En symbiose religieuse, culturelle et historique avec le monde indien depuis la nuit des temps, en relation d'estime et d'échange mutuels avec la Chine de très longue date et fasciné par l'expérience de la modernisation japonaise depuis la fin du XIXe siècle, l'Iran a toujours entretenu des rapports très étroits avec le sous-continent et l'Extrême-Orient. Au XIXe siècle, l'expansion de l'impérialisme colonial et la décadence politico-économique de l'ensemble des États asiatiques ainsi que de l'Iran lui-même avaient réduit à leur plus simple expression les relations inter-asiatiques. Au cours du siècle suivant et singulièrement dans la deuxième moitié du XXe siècle, les liens se sont progressivement renoués entre les partenaires asiatiques dans de nombreux domaines. Avec la fin de la Guerre froide et la disparition de l'URSS, suivies de la montée de l'hégémonisme américain et des attentats du 11 septembre 2001 – phénomènes qui ont

modifié les paramètres géopolitiques du monde mais aussi ceux du continent asiatique – de nouvelles perspectives se sont ouvertes à la diplomatie iranienne. Téhéran en a profité pour élargir son horizon diplomatique en développant une véritable politique asiatique<sup>1</sup>. Si l'Iran ne néglige pas ses relations avec des pays comme la Malaisie, les deux Corée, la Thaïlande, l'Indonésie ou les Républiques centre-asiatiques, son « regard vers l'Est » s'articule cependant en priorité sur le développement de relations privilégiées avec trois géants de la région : l'Inde, la Chine et le Japon. Ce sont ces relations qui vont retenir notre attention.

---

1. Dans cet article, par « politique asiatique de l'Iran » il faut entendre essentiellement les relations de ce pays avec l'Inde et l'Extrême-Orient. Pour ce qui est de l'Asie occidentale et centrale, il s'agit en fait de la politique régionale de Téhéran à l'égard de ses voisins arabes et non arabes que nous avons traitée ailleurs. Voir Djalili, M.-R., Kellner, T., *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, Paris, Puf, 2003, 585 p. (troisième édition revue, actualisée et augmentée) et Djalili, M.-R., *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005, 143 p.

## L'Inde voisine

Pour des raisons à la fois culturelles, historiques et géographiques, l'Inde est le pays asiatique le plus proche de l'Iran. Les contacts entre le monde iranien et le monde indien remontent à une époque immémoriale<sup>2</sup> et se sont maintenus sans discontinuité jusqu'à la pénétration britannique dans le sous-continent indien. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, le renforcement de la domination britannique en Inde contribue cependant à réduire progressivement les interactions entre les deux entités<sup>3</sup>. Il faut attendre 1947 et l'indépendance indienne pour que les liens se renouent. Depuis, les relations bilatérales ont connu des hauts et des bas. Durant les années 1950, les bons rapports que l'Iran établit et entretient avec le Pakistan et son rapprochement avec l'Occident (adhésion au Pacte de Bagdad en 1955) ainsi que le choix d'une politique de non-alignement active par New Delhi et ses liens avec l'Union soviétique ne facilitent pas la normalisation des relations entre les deux pays. Si le soutien de Téhéran à Islamabad pendant les guerres de 1965 et 1971 porte les rapports indo-iraniens à leur plus bas niveau, pendant les décennies 1960 et 1970, la tendance est plutôt au rapprochement entre les deux États (voyages de Indira Gandhi et Morarji Desai à Téhéran en 1974 et 1977 et déplacement du Shah à New Delhi en 1978).

À la fin de la décennie 70, la révolution islamique puis la guerre Iran-Irak et les prises de position systématiques en faveur des causes islamiques – notamment à propos de la situation des musulmans indiens<sup>4</sup> et de la question du Cachemire – de la part du nouveau régime iranien freinent toutefois le développement de leurs relations bilatérales même si les échanges économiques indo-iraniens tendent à s'accroître. Les rapports se réchauffent au début des années 1990. La visite à Téhéran du Premier ministre indien Narasimha Rao en septembre 1993, la première visite d'un responsable indien de ce rang depuis 1979, est considérée de ce point de vue comme un tournant. Elle relance en effet les relations bilatérales entre les deux pays. Elle sera suivie de celle du président iranien Hachemi Rafsandjani en Inde en avril 1995. Ce rapprochement dans les années 1990 s'explique par une série de facteurs. La fin de la Guerre froide et l'effondrement de l'URSS, le renforcement du poids

international des États-Unis comme seule superpuissance, ainsi que la perception des menaces communes pour leur sécurité (risques d'instabilité politique en Asie centrale et développement du radicalisme islamique sunnite) contribuent à faire émerger un contexte favorable, qui pousse les deux pays à approfondir leur relations. Pour l'Inde, l'essor de liens avec l'Iran permet de contrer dans une certaine mesure le discours anti-indien propagé par le Pakistan dans le monde islamique et d'y améliorer son image alors que pour Téhéran, New Delhi est un intermédiaire utile pour relancer le dialogue avec les Occidentaux<sup>5</sup>.

Au milieu des années 1990, des événements régionaux, comme la montée en puissance puis l'arrivée au pouvoir en Afghanistan des taliban soutenus par le Pakistan et perçus à Téhéran comme anti-chiite, offrent une occasion à l'Iran et à l'Inde de mieux évaluer leurs intérêts communs et de commencer à conjuguer leurs efforts dans le domaine de la sécurité<sup>6</sup>. Sur le terrain afghan, ils deviennent, avec la Russie, les principaux soutiens de l'Alliance du Nord face au mouvement du mollah Omar. Leur coordination franchit une nouvelle étape avec la rencontre, en mars 2001, de leurs ministres de la Défense respectifs. Ces derniers s'accordent à cette occasion pour initier un dialogue entre leurs deux pays dans le domaine de la sécurité. Ce thème figure également en première place de l'agenda des discussions lors de l'importante visite que le Premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, effectue en Iran en avril 2001. À cette occasion, Téhéran et New Delhi signent la

2. Voir par exemple sur les contacts entre l'Inde et l'Iran, Jorfi, Abdul Amir, « Iran and India : Age Old Friendship », *India Quarterly*, vol. 50, n° 4, octobre-décembre 1994, p. 65-92 ainsi que *Iran and the surrounding world : interactions in culture and cultural politics*, Nikki R. Keddie et Rudi Matthee, Seattle, University of Washington Press, 2002, ix-393p.

3. La dernière confrontation militaire entre les deux pays date du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1738-1739, Nader Shah (1729-1747), dernier conquérant asiatique, fit une incursion en Inde et arracha à l'empereur mogol Nasser al-din Mohammad les provinces situées au nord-ouest du Sind ainsi qu'un énorme tribut. La présence iranienne dans cette zone fut toutefois très éphémère.

4. L'Inde compte la seconde plus importante communauté chiite du monde après l'Iran – environ 20 millions sur les 145 millions de musulmans du pays –, ce qui intéressait bien entendu la République islamique.

5. Pant, H. V., « India and Iran : An "Axis" in the Making ? », *Asian Survey*, vol. 44, n° 3, mai-juin 2004, p. 373.

6. Naaz, F., « Indo-Iranian Relations 1947-2000 », *Strategic Analysis*, vol. xxiv, n° 10, janvier 2001.

« déclaration de Téhéran ». On peut constater dans ce document que les deux pays partagent des intérêts communs de sécurité dans le golfe Persique et l'océan Indien mais aussi en Asie centrale et en Afghanistan. Les deux partenaires s'accordent en effet sur la nécessité du maintien d'un environnement sûr et pacifique dans les régions du golfe Persique et de l'océan Indien. La stabilité de l'Asie centrale fait également partie de leur préoccupation. Au regard de la situation afghane, l'Inde et l'Iran critiquent la politique pakistanaise à travers leur condamnation de l'extrémisme et du terrorisme. Ils s'inquiètent enfin du commerce illégal de la drogue qui s'est développé depuis l'Afghanistan. Cette communauté d'intérêt – non dépourvue cependant d'ambiguïtés<sup>7</sup> et de limitations<sup>8</sup> – constitue une base de coopération que l'intervention américaine en Afghanistan et la chute consécutive du régime des taliban n'ont pas complètement remis en cause.

### **Vers un partenariat stratégique ?**

Vu du côté iranien, les relations avec l'Inde sont devenues encore plus indispensables dans le contexte de l'intervention américaine en Afghanistan puis de la dénonciation, en janvier 2002, du régime iranien comme un des trois membres de l'« axe du Mal » par George Bush. Étant donné la relance des relations entre Washington et Islamabad dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, New Delhi et Téhéran avaient également intérêt à poursuivre leur coopération pour limiter un éventuel retour de l'influence pakistanaise en Afghanistan.

En octobre 2001, les deux partenaires ont ainsi organisé le premier dialogue indo-iranien portant sur les questions stratégiques où ont été abordées les perspectives de sécurité régionale et internationale. Dans le contexte de l'après-11 septembre, Téhéran et New Delhi vont renforcer leur coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Les échanges entre services de sécurité des deux pays se sont ainsi multipliés. Une proposition de traité d'extradition est également discutée entre Téhéran et New Delhi en janvier 2002. À l'invitation du conseiller de sécurité nationale du gouvernement indien, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, Hassan Rouhani, se rendra en Inde en juin 2002. À cette occasion, il s'entretient avec le Premier ministre indien, le

ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense et le conseiller indien à la sécurité nationale des questions de sécurité internationale et régionale, du terrorisme et de la coopération entre les deux pays dans ce domaine ainsi que de la poursuite de la coopération indo-iranienne dans le contexte afghan. Les deux parties s'accordent à ce moment pour organiser des consultations régulières sur des questions liées à la sécurité<sup>9</sup>.

Quelques mois plus tard, une nouvelle étape est franchie à l'occasion de la visite en Iran du chef de la marine indienne, l'amiral Madhvendra Singh. La presse indienne évoque alors la mise en place d'une coopération indo-iranienne dans le domaine de la défense<sup>10</sup>. Un accord est conclu entre les deux pays lors de ce déplacement. L'Inde va ainsi financer la construction de facilités dans le port iranien de Chahbahar en mer d'Oman pour la réparation de navires de guerre, envoyer des techniciens (notamment des ingénieurs aéronautiques et des spécialistes de l'armement) en Iran pour assurer la maintenance et la mise à niveau de l'équipement militaire iranien et fournir de l'armement et des pièces de rechange à Téhéran. L'Inde assurera également la formation de certains militaires iraniens.

En retour, selon certains commentateurs<sup>11</sup>, les militaires indiens auraient obtenu la possibilité de déployer des troupes et du matériel en Iran en cas de crise avec le Pakistan. Cette dernière information n'a cependant pas été confirmée par la suite. Au contraire, les deux gouvernements ont nié avoir conclu une telle convention. Celle-ci, si elle avait été signée, aurait en effet des répercussions régionales très importantes puisqu'elle bouleverserait considérablement l'équilibre des puissances en Asie du Sud en faveur de l'Inde et pourrait placer Islamabad dans une position extrêmement délicate

7. Pour l'Inde, la condamnation du « terrorisme sous toutes ses formes » et des « États qui le soutiennent » recouvre la situation du Cachemire et le soutien pakistanaise à certains militants cachemiris. Ce n'est pas si évident pour l'Iran.

8. Voir Kumar, D., « The limits of the India-Iran rapprochement », *Jerusalem Institute for Western Defence Bulletin*, juin 2001. ([www.westerndefense.org/bulletins/](http://www.westerndefense.org/bulletins/))

9. « India, Iran focus on security », *The Times of India*, 29 juin 2002.

10. Raja Mohan, C., « India, Iran moving towards defence cooperation », *The Hindu*, 20 janvier 2003.

11. Rizwan, Z., « The emerging Indo-Iranian strategic alliance and Pakistan », *The Analyst*, 12 février 2003.



en termes de sécurité, l'exposant à la menace d'opérations militaires indiennes sur deux fronts. L'établissement éventuel d'un tel niveau de coopération entre New Delhi et Téhéran ne serait évidemment pas sans conséquences sur les relations irano-pakistanaïses qui pourraient se détériorer rapidement, un facteur que la République islamique doit prendre en considération dans ses calculs.

Dans le contexte du rapprochement opéré entre Islamabad et Washington à l'occasion de la guerre contre le terrorisme lancée par l'administration Bush, il est également prudent pour Téhéran de ne pas s'aliéner le Pakistan – avec qui la République islamique partage, il faut s'en souvenir, une frontière de plus de 900 km – pour éviter une trop grande proximité du régime pakistanais avec les États-Unis. L'intérêt de Téhéran est donc de conserver un haut niveau de coopération avec l'Inde dans le domaine de la défense – notamment en matière de transfert de technologie – sans cependant dépasser la limite acceptable par son voisin pakistanais. Le niveau de coopération militaire irano-indienne – dont on ignore l'étendue exacte – est donc limité par l'intérêt iranien à maintenir des relations non-confliktuelles avec le Pakistan.

Il l'est également par ceux de New Delhi. L'Inde doit en effet tenir compte dans ses relations avec le régime iranien des États-Unis de qui elle s'est rapprochée ces dernières années mais aussi des inquiétudes d'Israël – dont la République islamique a officiellement appelé à la destruction – avec qui New Delhi a mis en place des relations importantes, notamment dans le domaine militaire<sup>12</sup>. Une trop grande proximité avec la République islamique pourrait nuire à ses relations avec ces deux partenaires, ce qu'elle ne souhaite évidemment pas. Il lui faut donc maintenir un équilibre entre ses intérêts contradictoires.

Malgré ces limitations, il n'en demeure pas moins que Téhéran et New Delhi sont décidés à poursuivre leur rapprochement dans le domaine stratégique. Ainsi, en janvier 2003, le président iranien Mohammad Khatami, accompagné par le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, le ministre des Sciences et des Technologies ainsi que le ministre en charge du secteur pétrolier a fait le déplacement à New Delhi. À l'occasion de cette visite, pas moins de huit accords bilatéraux ont été signés. Dans le domaine de la sécurité, la « déclaration de Delhi » réaffirme l'en-

gagement des deux pays à poursuivre leur coopération dans la lutte contre le terrorisme international et le trafic de la drogue ainsi que leur position commune sur l'Afghanistan qu'ils souhaitent stable, uni, souverain et indépendant. Enfin, face aux pressions américaines, ils adoptent une position commune en ce qui concerne la question de l'Irak en privilégiant la recherche d'une solution pacifique par des moyens politiques et diplomatiques dans le cadre des Nations unies<sup>13</sup>.

En plus de la « déclaration de Delhi », un protocole d'accord sur la « feuille de route vers la coopération stratégique » est également signé à l'occasion de la visite du président iranien. Ce document stipule que les deux pays vont explorer les occasions de développer leur coopération dans le domaine de la défense dans des secteurs convenus, y compris la formation et les échanges de visites. Cependant, les deux États se sont empressés d'indiquer que leur coopération n'est officiellement tournée contre aucun pays tiers. Cette mise au point est bien entendu destinée à rassurer Islamabad.

En mars 2003, l'Inde et l'Iran organisent pour la première fois un exercice naval conjoint atteignant une sorte de sommet dans leur coopération en matière de défense. Depuis cette date en effet, dans le contexte de l'intervention américaine en Irak, les deux pays se sont contentés de maintenir leur coopération en Afghanistan et dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le trafic de la drogue, et de poursuivre leurs consultations régulières – visites du secrétaire du Conseil suprême iranien de sécurité nationale à New Delhi en février 2004, puis celle du conseiller de sécurité nationale indien à Téhéran en octobre 2004 – et leurs échanges à haut niveau – visites du ministre iranien des Affaires étrangères à New Delhi en août 2003 et en février 2005 et du ministre indien des Relations extérieures à Téhéran en décembre 2003 – sur des

12. Voir Kumaraswamy, P. R., « Strategic Partnership between Israel and India », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 2, n° 2, mai 1998, p. 42-53 ; Kumar, D., « India and Israel : Dawn of a New Era », *Jerusalem Institute for Western Defence Bulletin*, décembre 2001. ([www.westerndefense.org/bulletins/](http://www.westerndefense.org/bulletins/)) ; Kumar, D., « Ariel Sharon's Successful India Visit », *Jerusalem Institute for Western Defence Bulletin*, septembre 2003 et Kumaraswamy, P. R., « Indo-Iranian Ties : The Israeli Dimension », *Asia Program Special Report*, n° 120, avril 2004, p. 27-31.

13. Voir sur cette visite, Cherian, J., « India and Iran. An entente with Iran », *Frontline*, vol. 20, n° 3, 14 février 2003.

questions d'intérêts communs comme la situation afghane ou celle de l'Irak.

En ce qui concerne le programme nucléaire iranien, l'Inde qui ne souhaite pourtant pas voir une autre puissance nucléaire émerger dans la région a cependant gardé un profil bas sur cette question jusqu'en novembre 2004, sans doute en raison de l'importance qu'elle accorde au maintien de ses bonnes relations avec Téhéran. Mais, face à la montée de la tension entre la République islamique et les États-Unis, elle a ensuite adopté une position modérée en se contentant, par la voix de son Premier ministre, Manmohan Singh, d'inviter l'Iran à honorer ses engagements et les accords auxquels il est partie – notamment les clauses du Traité de non-prolifération (TNP) que Téhéran a signé en 1970. Le Premier ministre indien a en outre déclaré que l'Inde espérait que ce problème ne serait pas politisé à l'excès – un message adressé également aux Américains – et qu'il pourrait être traité dans le cadre du dialogue entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>14</sup>. Le ministre indien des Affaires étrangères a rappelé cette position à son homologue iranien en visite à New Delhi au début du mois de février 2005<sup>15</sup>. L'Inde favorise donc une solution diplomatique à cette crise. Étant donné l'importance de ses relations à la fois avec l'Iran et les États-Unis, elle pourrait jouer un rôle utile en tant qu'intermédiaire entre Téhéran et Washington afin d'amener chacune des parties à favoriser le dialogue sur cette question et à éviter une escalade qui pourrait s'avérer dangereuse. Mais, pour le moment du moins, New Delhi maintient un profil bas sur cette question épineuse, préférant sans doute par son inaction ménager à la fois l'Iran et les États-Unis et ne s'aliéner personne.

### **Une voie de transit**

Outre leurs relations politiques et de sécurité, Téhéran et New Delhi ont renforcé leur coopération économique depuis le début de la décennie. La visite d'Atal Bihari Vajpayee en Iran, en avril 2001, a constitué une étape importante dans l'essor des liens commerciaux entre les deux pays en lançant une dynamique de coopération tous azimuts, portant notamment sur les secteurs de l'énergie, du transport et du transit de marchandises, de l'industrie, de l'agriculture et des services. À l'occasion de ce déplacement, Téhéran et New Delhi ont ainsi

signé six documents diplomatiques consacrés à la coopération technique, douanière, économique et commerciale, ainsi qu'à la coopération dans le domaine de l'électricité, de la science, de la recherche, de la technologie, des technologies de l'information et enfin de l'énergie. Le gouvernement indien a par ailleurs offert à Téhéran une ligne de crédit de 200 millions de dollars destinée à la mise en place de projets d'infrastructures. Ce crédit a été activé en septembre 2003.

L'accent mis dans les relations bilatérales indo-iraniennes sur le renforcement des infrastructures de l'Iran n'est pas anodin. Pour Téhéran, la coopération avec l'Inde dans ce domaine offre la possibilité d'activer et de tirer des profits économiques de sa position géographique exceptionnelle entre l'Asie centrale et l'océan Indien en devenant un pays de transit pour les marchandises en direction des marchés centre-asiatiques ou en provenance de ces Républiques<sup>16</sup>. Pour les Indiens, une coopération avec la République islamique ouvre la perspective d'acquérir un corridor d'accès vers les marchés des Républiques d'Asie centrale et de l'Afghanistan en évitant le territoire pakistanais. Ce corridor pourra également permettre à terme aux marchandises des deux pays d'atteindre les marchés de Russie et même, au-delà, d'Europe. Avec l'Asie centrale, un accord trilatéral sur le passage international des marchandises le long de l'itinéraire Mumbai-Bandar Abbas-Sarakhsh<sup>17</sup> a été signé entre l'Inde, l'Iran et le Turkménistan dès février 1997 afin de réduire le temps et les coûts de

14. Cité dans Ramachandran, Sudha, « The glue that bonds India, Iran », *Asia Times*, 12 janvier 2005.

15. « Iran Looks to Delhi for Nuke Support », *The Indian Express*, 21 février 2005.

16. Cette ambition iranienne et les travaux entrepris au port de Chabahar entrent en concurrence avec un projet pakistanais soutenu par la Chine. Pékin et Islamabad coopèrent en effet depuis 2001 à la mise en place d'infrastructures portuaires importantes à Gwadar, en mer d'Oman. D'un point de vue économique, ce port est considéré par ses deux promoteurs comme une porte d'entrée vers l'Afghanistan et les marchés des Républiques d'Asie centrale. Pour la Chine, les infrastructures de Gwadar ont en outre une importance stratégique non négligeable car elles lui permettront de contrôler le mouvement des navires – y compris des navires de guerre américains – dans le détroit d'Ormuz. Voir Niazi, T., « Gwadar : China's naval outpost on the Indian Ocean », *China Brief*, vol. 5, n° 4, 15 février 2005 ; Ramachandran, S., « China's pearl in Pakistan's waters », *Asia Times*, 4 mars 2005 et Haider, Ziad, « Baluchis, Beijing, and Pakistan's Gwadar Port », *Georgetown Journal of International Affairs*, hiver/printemps 2005, p. 95-103 ([www.stimson.org/southasia/pdf/GWADAR.pdf](http://www.stimson.org/southasia/pdf/GWADAR.pdf)).

17. Voir *infra*.

transit des marchandises entre l'Inde et l'Asie centrale via le territoire iranien.

L'Iran, l'Inde et la Russie ont également signé en 2000 puis en 2002 des accords portant sur l'ouverture d'un couloir nord-sud pour le transport de marchandises entre l'Asie et l'Europe<sup>18</sup>. Ce corridor, à la fois maritime et terrestre, aurait l'avantage d'être plus court que l'itinéraire à travers le canal de Suez. Il est officiellement entré en service en janvier 2003. Pour faciliter le transit de marchandises entre l'Inde et l'Asie centrale, New Delhi et Téhéran développent également conjointement les infrastructures du port iranien de Chahbahar (où l'Iran a établi une zone de libre-échange dont bénéficie également l'Afghanistan<sup>19</sup>) en mer d'Oman. À partir de Chahbahar, on peut en effet gagner l'Asie centrale par route en traversant l'est iranien en direction de Mashad et de la frontière turkmène via Zahedan. Les deux pays prévoient également la mise en place d'un segment de voie ferrée estimé à 500 millions de dollars entre ce port et la ville iranienne de Bam via Fahraj. Il s'agit de relier Chahbahar au réseau ferroviaire iranien, ce qui facilitera le transit des marchandises à la fois vers les villes du nord de l'Iran et vers l'Asie centrale. Depuis Chahbahar, des marchandises pourront ainsi être transportées par chemin de fer vers Téhéran (ligne Kerman-Téhéran) ou vers l'Asie centrale via l'importante ville de Mashad, porte d'entrée de l'Asie centrale. Le transport vers l'Asie centrale devait être, depuis la mise en service du nouveau tronçon reliant Bafq (situé entre Kerman et Yazd) à Mashad, mis en place (1 000 km) en mai 2005<sup>20</sup>.

Outre le développement de cet axe de transport vers le nord de l'Iran et l'Asie centrale, l'Inde coopère également avec l'Iran à l'établissement d'un accès direct à l'Afghanistan en évitant le territoire du Pakistan. Une rencontre trilatérale réunissant l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan a ainsi été organisée en janvier 2003 à Téhéran. Les représentants des trois pays y ont examiné la question du développement du transit et du transport ainsi que de l'élimination des barrières et des contraintes liées au transit de marchandises entre eux. À l'issue de cette réunion, un protocole d'accord trilatéral portant sur le développement des infrastructures de transit et de transport le long de l'itinéraire Chahbahar-Milak-Zaranj-Delaram a été signé. Des marchandises pourront ainsi être trans-

portées jusqu'à Chahbahar par mer avant de gagner la frontière irano-afghane (à Milak, au nord de la ville de Zahedan dans la province iranienne du Sistan/Balouchistan) par la route. Un axe routier fonctionne déjà entre Chahbahar et Milak, mais Téhéran le modernise pour l'adapter aux standards internationaux.

Une fois à Milak, les marchandises gagneront le territoire afghan par la ville frontalière afghane de Zaranj (province de Nimruz). Pour faciliter ce transit, Téhéran a financé la construction d'un pont – inauguré en novembre 2004 – sur le fleuve Helmand et d'un court tronçon de route entre Milak et Zaranj<sup>21</sup>. À partir de Zaranj, une route de 200 kilomètres vers la ville de Delaram (province de Farah) située sur l'important axe routier Hérat-Kandahar est actuellement en construction pour compléter l'anneau routier qui ceinture l'Afghanistan. Ce tronçon, où les travaux devraient durer jusqu'en 2006/2007, est financé par New Delhi à hauteur de 70 millions de dollars. Une fois en place, il permettra aux marchandises afghanes de gagner rapidement le territoire iranien et l'océan Indien via Chahbahar (au lieu du détour actuel vers Mashad via Hérat) ou aux marchandises indiennes et iraniennes de gagner le territoire afghan. Ces nouvelles infrastructures, couplées à celles existant déjà dans le nord de l'Iran et de l'Afghanistan (région d'Hérat, point de passage de Dogharun/Islam Qala) vont renforcer le désenclavement de l'Afghanistan en direction de l'Iran et réduire la dépendance de ce pays à l'égard du port pakistanais de Karachi. Elles devraient stimuler les échanges commerciaux entre l'Inde, l'Iran, l'Afghanistan et les républiques d'Asie centrale.

Après la visite d'Atal Bihari Vajpayee à Téhéran, le déplacement du président Khatami à New Delhi en janvier 2003 constitue une nouvelle étape dans le développement des relations économiques

18. La Russie et l'Iran qui sont absents du programme Traceca essaient ainsi de compenser ce désavantage en créant une dynamique nord-sud par opposition à l'axe est-ouest de désenclavement favorisé par l'Union Européenne.

19. Voir Khan, A., « Trade between Afghanistan and Iran reaches record levels », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 1, n° 48, 9 juillet 2004.

20. « Bafq-Mashhad railway to connect Iran to Europe », *Irna*, 24 octobre 2004 et « Bafq-Mashhad Railroad boost Iran-Central Asia ties », *Irna*, 25 novembre 2004.

21. « Iranian bridge could bring new hope to Afghanistan's troubled south », *AFP*, 25 novembre 2004.

entre les deux pays. À cette occasion, la délégation iranienne s'entretient avec les autorités indiennes de la possibilité de conclure un accord bilatéral de promotion et de protection des investissements ainsi qu'un accord destiné à éviter la double imposition afin de faciliter le développement des affaires entre les deux pays. Le domaine des hydrocarbures figure également au programme des discussions. À l'issue de cette visite, les deux gouvernements signent de nouveaux accords portant sur la coopération technique et scientifique, la formation et les hydrocarbures. Depuis 2003, les représentants indiens et iraniens ont placé le renforcement des relations bilatérales dans les domaines des échanges économiques et commerciaux et des investissements au centre de leurs discussions.

Les résultats obtenus dans le domaine économique sont importants mais restent cependant en deçà des potentialités des deux pays comme le relevait le ministre indien des Affaires étrangères en décembre 2003 à l'occasion de la 7<sup>e</sup> réunion du comité économique mixte indo-iranien. En effet, entre 1993, année de la visite à Téhéran du Premier ministre indien Narasimha Rao et 2003, le volume du commerce bilatéral indo-iranien est passé de 465 millions de dollars à 1,4 milliards de dollars<sup>22</sup>. New Delhi est certes devenue un partenaire commercial important pour Téhéran mais en 2003, elle se situait cependant loin derrière les principaux partenaires commerciaux de l'Iran que sont l'Union européenne (les plus importants partenaires de l'Iran au sein de l'Union sont la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède<sup>23</sup>) qui représente environ un tiers du total des échanges commerciaux de la République islamique, le Japon, la Chine, la Corée, les Émirats arabes unis (EAU)<sup>24</sup>, la Turquie et la Russie<sup>25</sup>.

### **Diplomatie du pétrole et du gaz**

Cette situation pourrait cependant rapidement évoluer en raison de l'essor des relations énergétiques indo-iraniennes. Outre son marché, l'Iran offre en effet à New Delhi un accès aux hydrocarbures dont elle a besoin pour alimenter son développement économique. L'Inde est effectivement très dépendante en matière énergétique. Dans le domaine pétrolier, elle doit ainsi importer 70 % du pétrole qu'elle consomme. Elle est donc très intéressée par le développement de relations avec

Téhéran dans ce domaine<sup>26</sup>. Du côté de l'Iran, l'Inde est perçue non seulement comme un marché potentiellement important pour les exportations d'hydrocarbures, mais aussi comme une possibilité de diversification de ses partenaires dans le domaine énergétique. Par ailleurs, l'Inde peut à la fois investir dans le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers et offrir à la République islamique la possibilité d'accès à son secteur de technologies modernes.

Dans le secteur des hydrocarbures, les deux pays ont signé en mai 2003 un accord de livraison à long terme de gaz naturel liquéfié (GNL) et de pétrole (100 000 barils par jour pour une période d'essai d'un an)<sup>27</sup>. Mais un désaccord sur le prix du GNL a cependant divisé les deux partenaires l'empêchant d'entrer en vigueur. Après plus d'une année et demi de discussions, New Delhi et Téhéran ont finalement trouvé un terrain d'entente, la République islamique utilisant l'intérêt indien pour son pétrole afin de l'amener à accepter parallèlement un nouvel accord sur la livraison de gaz naturel liquéfié (GNL)<sup>28</sup>. L'Iran devrait ainsi exporter, à partir de 2008, 5 Mt par an de gaz naturel liquéfié vers l'Inde pour une durée de 25 ans. Ce dernier accord a été signé parallèlement à un protocole d'accord pétrolier portant sur la participation de compagnies indiennes au développement de champs pétrolifères *onshore* iraniens. Il accorde à l'Inde 20 % des participations du gisement de Yadavaran (situé dans la province du Khouzistan au sud-ouest de l'Iran) ainsi que 100 % des participations du champs de Jufair. Ce protocole d'ac-

22. Chiffres tirés de IMF, *Direction of Trade statistics*, Washington, DC, International Monetary Fund, 1996, p. 253 et IMF, *Direction of Trade statistics*, Washington, DC, International Monetary Fund, 2004, p. 266.

23. Voir détails dans « EU-Iran trade hits record \$20 billion in 2003 », *Irna*, 23 avril 2004.

24. Le échanges des Émirats arabes unis en direction de l'Iran sont essentiellement composés de marchandises réexportées, souvent originaires d'Asie.

25. Voir le graphique concernant la répartition géographique des échanges de l'Iran en annexe.

26. Voir sur la politique indienne récente en matière d'approvisionnement énergétique Bajpae, C., « India recovers lost ground in the international energy game », *The Power and Interest News Report*, 16 mars 2005.

27. Hooman, P., « India and Iran : Renewed energy », *Asia Times*, 22 mai 2003.

28. « Tehran mandates New Delhi to import 5 mm tons of Iran's LNG a year », *AGOC*, vol. 9, n° 24, 9 décembre 2004 et *The Hindu Business Line*, Business Line India, 7 janvier 2005.

cord est complémentaire à un autre accord signé entre Téhéran et Pékin en octobre 2004 accordant à la compagnie chinoise Sinopec 50 % des participations du champ de Yadavaran, le reste étant contrôlé par la Nioc, la Compagnie nationale du pétrole iranien. Ce schéma ouvre ainsi la porte à la participation de l'Inde au secteur pétrolier iranien mais aussi à une coopération triangulaire Pékin-New-Delhi-Téhéran dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation pétrolière en Iran. Outre ses aspects économiques qui ouvrent donc la voie à un renforcement rapide du volume d'échanges indo-iranien, ce montage est également très intéressant pour Téhéran sur le plan politique. En s'associant à ces deux puissances asiatiques montantes dans le domaine stratégique du pétrole, Téhéran cherche à élargir ses options diplomatiques et place Washington dans une position délicate puisqu'elle se retrouve confrontée au problème de l'application éventuelle de sanctions à l'encontre de l'Inde et de la Chine pour leurs activités pétrolières en Iran.

Outre le pétrole, des négociations sont également menées entre New Delhi et Téhéran afin de trouver un moyen de livrer du gaz naturel iranien à l'Inde. De l'avis de nombreux experts, l'Iran, qui possède les deuxièmes réserves de gaz de la planète – soit 15 % des réserves mondiales et 44 % de celles du Moyen-Orient –, est effectivement géographiquement le fournisseur gazier le plus commode et le plus économique pour alimenter le marché indien dont les perspectives de croissance semblent importantes<sup>29</sup>. Selon la US Energy Information Administration, New Delhi qui a utilisé 25 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel en 2002 pourrait en effet en consommer 34 milliards en 2010 et 45,3 milliards en 2015<sup>30</sup>. L'idée de construire un gazoduc depuis le territoire iranien en direction de l'Inde n'est pas neuve. Elle remonte à l'année 1989. Mais ce n'est qu'en 1993 qu'un protocole d'accord sur la mise en place d'un gazoduc entre les deux pays a été signé. Il a cependant tardé à se concrétiser sur le terrain dans la mesure où il doit obligatoirement traverser le territoire pakistanais. Malgré des assurances du Pakistan données à plusieurs reprises à l'Iran et à l'Inde, la méfiance entre New Delhi et Islamabad ainsi que les tensions politiques indo-pakistanaïses à propos de la question du Cachemire ont longtemps contrarié tout espoir de réalisation d'un tel projet. En raison des perspectives de croissance du

secteur gazier indien, les discussions se sont pourtant poursuivies pendant toute la décennie. En mai 2000, l'Inde et l'Iran ont ainsi constitué un Comité mixte pour étudier tous les aspects de l'approvisionnement de l'Inde en gaz iranien, y compris différents modes de transport, différentes options d'itinéraire et les problèmes politiques, économiques et techniques liés à cette question.

L'amélioration progressive des relations indo-pakistanaïses et irano-pakistanaïses dans le contexte de l'après-11 septembre a relancé l'idée du projet. Il s'agirait de construire un gazoduc trans-pakistanaïse de 2 700 km entre le champ gazier de Pars Sud situé au sud de l'Iran et le territoire indien<sup>31</sup>. Le coût d'un tel projet est estimé à 4 milliards de dollars. En février 2002, l'Iran et le Pakistan ont signé un protocole d'accord portant sur la réalisation d'une étude préliminaire de faisabilité de cette ligne. Mais l'Inde s'est montrée peu disposée à avancer rapidement aussi longtemps que les tensions politiques et militaires avec le Pakistan à propos du Cachemire persistaient. Elle a toutefois continué à entretenir des contacts avec Téhéran et Islamabad. En novembre 2004, les diplomates indiens se montraient prudents mais optimistes quant aux perspectives de mise en place de ce gazoduc. En visite à Téhéran le mois suivant, le ministre indien du Pétrole, Mani Shankar Aiyar, déclarait que l'Iran pourrait devenir le plus important fournisseur de gaz de son pays dans l'avenir. Il a fait à cette occasion une nouvelle proposition destinée à faciliter la mise en place d'une telle infrastructure. Il suggère que l'Iran et l'Inde négocient les modalités et les conditions pour la livraison du gaz iranien jusqu'à la frontière indo-pakistanaïse, alors que les questions de sécurité du gazoduc et de non-interruption des flux pourraient être réglées bilatéralement entre l'Iran et le Pakistan<sup>32</sup>. Ce système garantirait ainsi la sécurité du projet et pourrait en faciliter la réalisation.

Le Pakistan a pour sa part annoncé en janvier 2005, sa volonté d'aller de l'avant et proposé

29. Mukherjee, A., « India needs it, and Iran has it », *The International Herald Tribune*, 18 mars 2005.

30. Samii, B., « Analysis : Iran-Pakistan-India Gas Pipeline Imperiled », *RFE/RL*, 19 mars 2005.

31. Bhadrakumar, M. K., « India, Pakistan and the 'peace' pipeline », *Asia Times*, 15 septembre 2004.

32. « India makes new proposals for pipeline plan with Iran », *AGOC*, vol. 9, n° 25, 22 décembre 2004.

à Téhéran la construction d'un gazoduc irano-pakistanaï<sup>33</sup>. En février 2005, le ministre indien du Pétrole a déclaré qu'un accord pourrait être atteint sur le projet de gazoduc avec l'Iran lors de sa visite à Téhéran prévue pour le mois de juin 2005. Le ministre indien des Affaires étrangères a indiqué la volonté de New Delhi de séparer cette question d'autres questions bilatérales pendantes avec le Pakistan. Selon les autorités indiennes, si les négociations progressent à un rythme normal, le gazoduc pourrait être opérationnel en 2009 ou 2010<sup>34</sup> – certains commentateurs parlent plutôt de 2012-2015<sup>35</sup>.

La réalisation de ce projet devrait avoir des conséquences importantes pour les relations entre les trois pays voisins. Ces derniers deviendraient en effet interdépendants, ce qui pourrait favoriser la paix et la stabilité politique régionale. Outre les importants bénéfices économiques, la mise en place de ce projet conforterait la position de Téhéran en lui assurant le soutien politique tant de l'Inde que du Pakistan. Cependant, de nombreux facteurs jettent une ombre sur la possibilité de sa réalisation finale. D'un point de vue économique, comme le soulignait le ministre indien du pétrole à une journaliste du *Monde*, il faudra que le prix du gaz proposé par l'Iran soit acceptable pour l'industrie indienne<sup>36</sup> et qu'en outre, les deux pays signent un accord de livraison du gaz à la frontière indienne. Cela signifie que l'Inde n'envisage pas de participer au financement du gazoduc, une question qui relève selon le ministre indien d'un accord entre le Pakistan et l'Iran. Il n'y a pas selon lui de discussions entre Islamabad et New Delhi sur ce problème<sup>37</sup>. Pour le premier ministre pakistanaï, le financement du projet doit être assuré par des investisseurs internationaux<sup>38</sup>. La Banque mondiale ainsi que la Sumitomo Mitsui Banking Corporation ont fait part de leur intérêt pour ce projet, de même que la Russie, ce qui est encourageant<sup>39</sup>.

Toutefois, cette question reste ouverte en raison de l'opposition des États-Unis. Washington pourrait en effet peser de tout son poids pour empêcher le financement de ce projet par le marché international ainsi que la participation des compagnies occidentales qui disposent de l'expertise nécessaire à la conception d'un tel gazoduc et des technologies indispensables à sa construction, puis à sa maintenance<sup>40</sup>. Téhéran ne dispose pour sa part ni des capitaux ni de l'expertise nécessaire.

L'administration américaine exerce déjà des pressions sur le Pakistan contre la possibilité de mise en place d'un gazoduc irano-pakistanaï, conseillant à Islamabad de s'approvisionner auprès du Qatar<sup>41</sup>. Par l'intermédiaire de son ambassadeur en Inde et de Condoleezza Rice lors de sa visite à New Delhi en mars 2005, l'administration américaine a également fait part aux autorités indiennes de ses préoccupations concernant ce projet et leur a proposé de les aider à trouver d'autres solutions que le gaz iranien pour l'approvisionnement du pays<sup>42</sup>.

La poursuite des tensions entre Téhéran et Washington à propos du programme nucléaire iranien, de même que la perspective d'une victoire des néo-conservateurs déjà solidement installés au Parlement aux élections présidentielles iraniennes du 17 juin 2005, n'augurent pas d'une évolution positive du climat des relations bilatérales irano-américaines, favorable à la réalisation d'une telle ligne. Enfin, indépendamment des relations entre Téhéran et Washington, outre le fait que la ligne

33. « Pakistan proposes separate project : Gas pipeline », *The Dawn*, 5 janvier 2005.

34. « India hopes to conclude gas pipeline deal with Iran by June », *AFP*, 11 février 2005.

35. Hosoe, Tomoko, « Asia's Natural Gas Outlook : Supply, Demand, and Imports » dans *Asian Energy Security and Implications for the US*, 28-29 septembre 2004 (<http://www.nbr.org/programs/energy/aesconference.html>).

36. Comme l'a souligné Mani Shankar Ayar, l'essentiel du gaz est consommé par l'électricité et la fabrication d'engrais. Les prix de ces deux produits subventionnés sont contrôlés par le gouvernement et non le marché, ce qui implique que le gaz iranien devra avoir un prix très bas. Dans Chipaux, F., « Pour soutenir sa croissance, l'Inde rêve de gazoducs passant par le Pakistan et l'Afghanistan », *Le Monde*, 23 février 2005. Cette question du prix du gaz est loin d'être réglée. L'Inde a d'ailleurs menacé de se retirer du projet si Téhéran ne faisait pas un effort pour baisser le prix de son gaz. Voir « India threatens to pull out of Iran-India gas project », *Iran-India today*, 16 mars 2005.

37. Voir le propos de Mani Shankar Ayar cités dans Chipaux, F., « Le dialogue entre l'Inde et le Pakistan marque le pas », *Le Monde*, 16 février 2005.

38. « Pakistan wants pipeline with Iran and India », *The Wall Street Journal*, 26 janvier 2005.

39. Bajpae, C., « India, China locked in energy game », *Asia Times*, 16 mars 2005.

40. On retiendra que la Russie dispose pour sa part de compétences techniques mais manque de capitaux pour un tel projet.

41. « US opposes Pakistan-Iran pipeline », *AGOC*, vol. 10, n° 2, 27 janvier 2005.

42. « Report : US cautions India on Iran pipeline project », *Associated Press*, 10 mars 2005 ; « Rice : US concerns on Iran-India gas pipeline "well known" », *Irna*, 16 mars 2005 et Deepak, M., « US Unhappy with Indian Plan to Buy Gas from Iran », *CNSNews.com*, 16 mars 2005.

devra traverser des régions sensibles sur le plan sismique, les risques de sécurité liés à l'instabilité politique dans la région pakistanaise du Baloutchistan – une des provinces les plus pauvres et les plus violentes du pays<sup>43</sup> que traverserait le gazoduc jouent également en sa défaveur. New Delhi pourrait hésiter à voir ses approvisionnements potentiellement menacés par les troubles politiques dans cette région. Elle dispose néanmoins pour résoudre ce dernier problème d'autres options avec l'Iran. Un projet de gazoduc moins vulnérable entre l'Inde et l'Iran a ainsi été proposé par un consortium formé de la compagnie d'État russe Gazprom et de l'italien ENI. Il s'agirait de construire un gazoduc sous-marin en eau profonde au large du Pakistan. Rien n'est cependant encore décidé car la mise en place de cette ligne est difficilement envisageable sans l'accord tacite de Washington, une éventualité qui semble aujourd'hui bien éloignée. L'Inde peut également importer du GNL (gaz naturel liquéfié) d'Iran. Le transport de ce dernier par méthanier pose moins de problèmes de sécurité que la mise en place d'un gazoduc à travers le Pakistan mais son coût est plus élevé.

Enfin, dernier élément, on retiendra que New Delhi dispose d'autres fournisseurs potentiels de gaz que l'Iran et qu'elle entend tirer profit de cette diversité de choix. Malgré le scepticisme de certains observateurs lié aux difficultés rencontrées par ce projet (insécurité dans certaines régions de l'Afghanistan et du Pakistan traversées potentiellement par le gazoduc, incertitudes quant aux réserves de gaz du champ turkmène de Daulatabad qui doivent être suffisantes pour alimenter le gazoduc pendant 25 à 30 ans, politique erratique d'Achkhabad en matière de prix, question stratégique pour l'Inde de la traversée du territoire pakistanaise), l'idée d'un gazoduc entre le Turkménistan et l'Inde via le territoire afghan et le Pakistan n'est

pas complètement abandonnée<sup>44</sup>. Contrairement au gazoduc depuis l'Iran, ce projet bénéficie du soutien de Washington, ce qui n'est pas un facteur négligeable. En outre, l'Inde dispose encore d'autres options. Le Qatar peut également lui fournir du GNL alors que la mise en place d'un gazoduc depuis les champs gaziers du Myanmar à travers le Bangladesh peut également être envisagée<sup>45</sup>. On restera donc prudent en ce qui concerne les perspectives de construction d'un gazoduc entre l'Iran et le territoire indien.

43. Voir sur les problèmes politiques au Balouchistan Raman, B., « Balochistan continues to haunt Musharraf », *South Asia Analysis Group Paper*, n°1205, 29 décembre 2004 et Raman, B., « Balochistan : the hour of reckoning », *South Asia Analysis Group Paper*, n°1220, 13 janvier 2005.

44. La phase initiale du projet, à l'exclusion de la prolongation de la canalisation vers l'Inde, comprend la construction d'un gazoduc d'environ 1 700 km à travers le territoire afghan pour sa majeure partie. Sa capacité de transport serait de 20 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel par an. Selon la Banque asiatique de développement, cette section entre le Turkménistan et le Pakistan coûterait entre 2 et 2,5 milliards de dollars. Les travaux prendraient environ quatre ans. Voir détails dans ADB, *Technical assistance for the feasibility studies of the Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan Natural Gas Pipeline Project*, Asian Development Bank, TAR : STU 36488, décembre 2002, 15 p. La Banque considère que ce projet est économiquement et financièrement viable alors que le Turkménistan serait en passe de certifier que le volume des réserves de Daulatabad est suffisant pour alimenter le projet. En outre, ce projet permettrait de renforcer les liens politiques et économiques entre l'Inde, l'Afghanistan, le Turkménistan et le Pakistan en rendant ces pays interdépendants. Voir Synovitz, R., « Afghanistan : India looks to Kabul for better ties with all of Central Asia », *RFE/RL*, 16 février 2005 et Tarzi, A., Kimmage, D., « Analysis : Pipelines or Pipe Dreams ? », *RFE/RL*, F18 février 2005. On notera que ce projet n'est pas forcément en concurrence avec le gazoduc trans-pakistanaise depuis le territoire iranien. En fait, les deux gazoducs pourraient alimenter un même centre de redistribution, installé au Pakistan, pour l'approvisionnement du vaste marché indien. Cette formule permettrait d'associer ainsi tous les pays de la région.

45. Sur cette option qui pose cependant des problèmes en raison des réticences du Bangladesh, voir Kumar, A., « India-Myanmar Gas pipeline Through Bangladesh-Pipe Dream ? », *South Asia Analysis Group Paper*, n°1216, 7 janvier 2005.

## Les relations avec la République populaire de Chine

Ce n'est qu'en août 1971 que Téhéran reconnaît le gouvernement de Pékin comme l'unique représentant légitime de toute la Chine<sup>46</sup>. Ainsi débute une nouvelle phase dans les relations très anciennes qui existent entre ces deux vieux pays asiatiques<sup>47</sup>. Très rapidement, les rapports bilatéraux marqués jusque-là par un faible niveau d'interactions<sup>48</sup> se développent dans une ambiance cordiale et de respect mutuel. Outre l'augmentation des transactions commerciales, Téhéran et Pékin s'entendent aussi sur le plan politique. La Chine se montre par exemple favorable au rôle que joue à l'époque l'Iran pour le maintien de la sécurité dans la région du golfe Persique et soutient la politique du Shah quant à l'augmentation des potentialités militaires iraniennes. La reprise des contacts sino-américains ainsi que le développement de l'influence soviétique dans la région du Golfe expliquent ce rapprochement entre les deux pays à ce moment.

Lorsque commence la crise qui devait aboutir à l'effondrement de la monarchie iranienne en février 1979, les responsables chinois semblent ne pas évaluer à sa juste mesure l'ampleur des événements. Ils essaient même de soutenir, au moins moralement, le Shah. Cela explique sans doute la visite qu'effectue Hua Guofeng à Téhéran à la fin du mois d'août 1978. Dans ses mémoires, le Shah interprète d'ailleurs cette rencontre avec le dirigeant chinois, dernière visite qu'un chef de gouvernement lui rend dans sa capitale, comme un soutien de Pékin à sa politique. Quelques mois plus tard, quand la révolution triomphe, les Chinois, tout en reconnaissant ses causes internes, mettent aussi l'accent sur le rôle joué par les Américains et les Soviétiques. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que les relations entre la nouvelle République islamique et la Chine soient plutôt distantes au départ. Ce n'est qu'en juillet 1979 – soit quatre mois après l'établissement de la République islamique – qu'elles commencent à prendre une allure normale. La crise des otages de l'ambassade américaine qui éclate à partir du 4 novembre 1979 ne contribue pas à l'accélération de ce processus. Il faut attendre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en décembre 1979 puis le déclenche-

ment de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le 22 septembre 1980, pour constater une évolution importante des relations entre les deux pays.

### Les années 80 : rapprochement et coopération

Au cours des années 1980, les échanges diplomatiques entre la République islamique et la République populaire vont en effet s'intensifier. Les facteurs géopolitiques jouent un rôle fondamental dans ce développement. Comme la République islamique, Pékin s'inquiète de l'invasion militaire soviétique en Afghanistan. Cette dernière rapproche en effet dangereusement Moscou du golfe Persique et menace en outre l'allié pakistanais de la Chine. Ce facteur conduit donc Téhéran et Pékin à se rapprocher malgré leurs différences idéologiques.

Outre le facteur soviétique, la République populaire décide également au début des années 80 de poursuivre une politique étrangère indépendante des superpuissances et plus active. Elle entend ainsi nouer des liens avec les États situés dans sa périphérie afin de renforcer sa sécurité, d'assurer un environnement régional favorable à son développement économique et d'étendre son influence régionale. La taille et l'importance stratégique de l'Iran en font un partenaire que Pékin ne peut négliger dans ce contexte. Cette politique est bien accueillie par Téhéran qui est dangereusement isolée à ce moment sur la scène internationale. Le régime iranien est en effet en conflit avec les États-Unis depuis la crise des otages de novembre 1979, confronté à la présence militaire soviétique sur sa

46. Sur les relations contemporaines entre les deux pays voir : Abidi, Aqil Hyder Hasan, *China, Iran, and the Persian Gulf*, New Delhi, Radiant, 1982, xi-325 p.

47. Voir sur les contacts anciens entre ces deux empires Laufer, B., *Sino-Iranica : Chinese contributions to the history of civilization in ancient Iran : with special reference to the history of cultivated plants and products*, Taipei, Cheng-Wen Pub. Co., 1978, iv-185-630 p. ainsi que les articles de l'*Encyclopaedia Iranica* consacrés à la Chine.

48. Pékin a par exemple soutenu la politique de nationalisation des industries pétrolières du Premier ministre Mossadegh et protesté contre son éviction. Elle dénoncera en 1955 l'adhésion de l'Iran au pacte de Bagdad et, en 1956, l'établissement de relations diplomatiques entre Téhéran et Taïpeh. Avec le schisme sino-soviétique, Téhéran adopte pour sa part une politique plus souple à l'égard du régime communiste chinois. Les relations commerciales avec la République populaire sont ainsi officiellement autorisées par le régime iranien en 1966.



frontière orientale depuis décembre 1979 puis victime d'une agression irakienne sur sa frontière occidentale à partir de septembre 1980. Le développement de relations avec la Chine va ainsi lui permettre de réduire quelque peu cet isolement diplomatique dangereux pour sa sécurité.

Outre les échanges économiques qui s'accroissent surtout à partir de l'année 1985<sup>49</sup>, Téhéran va également bénéficier, dès 1981, de livraisons d'armements chinois. Officiellement, au moment du déclenchement de la guerre Iran-Irak, la Chine n'a pris position pour aucun des deux belligérants et a appelé à la résolution du conflit tout en mettant en garde contre les ingérences extérieures. Cette neutralité affichée ne l'empêche pas de développer ses intérêts commerciaux et de livrer des armes aux deux parties. Dans les années 1984-1985, des quantités substantielles d'armements chinois seront ainsi vendues à l'Iran via la Corée du Nord<sup>50</sup>. Plus tard, à la fin des années 80, la République populaire jouera néanmoins les intermédiaires entre Téhéran et Bagdad, accueillant des délégations des deux pays pour tenter de les rapprocher. Les exportations chinoises d'armements en direction de l'Iran s'étendent toutefois progressivement au-delà des armes conventionnelles pour inclure également une coopération dans le domaine des missiles balistiques, des missiles de croisière<sup>51</sup>, et probablement dans les secteurs nucléaire, chimique et biologique.

Si plus tard, dans les années 1990, le volume de ventes d'armes chinoises à Téhéran aura tendance à baisser – selon le Sipri, entre 1994 et 2004 Pékin reste néanmoins le second fournisseur d'armement conventionnel de l'Iran, loin derrière la Russie<sup>52</sup> –, la Chine continuera toutefois à fournir à l'Iran des technologies sensibles ainsi qu'une assistance scientifique dont l'ampleur est difficile à évaluer<sup>53</sup>. Cette assistance technique et scientifique chinoise mise en place à partir de 1985 permet en tout cas à Téhéran d'accroître ses capacités de production militaire indigènes, notamment dans le secteur des missiles.

En plus de l'armement, à partir du milieu des années 1980, la Chine devient également un fournisseur important de technologies nucléaires à l'Iran. Ce domaine de coopération permet à Téhéran de recevoir une assistance – des techniciens chinois aident ainsi l'Iran dans le domaine de l'exploitation minière de l'uranium, de la fabrication

et du traitement du carburant nucléaire<sup>54</sup> –, d'acquérir un savoir-faire – Pékin formera en effet des techniciens iraniens spécialisés dans ce domaine en vertu d'accords de coopération nucléaire signés entre les deux pays<sup>55</sup> –, des technologies nucléaires – Pékin a aidé Téhéran à mettre en place une usine près d'Isfahan pour produire de l'hexafluorure d'uranium – et même de l'uranium (l'Iran a ainsi révélé en 2003 qu'il avait importé, sans le signaler à l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'uranium chinois en 1991<sup>56</sup>).

Cette coopération est officiellement cantonnée au domaine du nucléaire civil. Mais en raison du caractère dual de certaines technologies, de nombreux analystes craignent qu'une partie de cette aide chinoise soit en fait destinée à faciliter la mise en place d'un programme nucléaire clandestin permettant à l'Iran de se doter d'armes nucléaires, une hypothèse que la Chine rejette catégoriquement et considère comme « sans fondement »<sup>57</sup>. Sous la pression américaine, la coopération nucléaire sino-iranienne, de même que les ventes de missiles chinois à la République islamique, prennent officiellement fin en octobre 1997, au moment où le régime chinois donne des garanties écrites aux États-Unis. Cependant, après cette date, malgré ses promesses et différents engagements ainsi que l'adoption de mesures en matière de contrôle<sup>58</sup>, le

49. En avril 1985, la République islamique et la République populaire ont mis en place un Comité mixte chargé de la coopération économique, du commerce, de la science et de la technologie.

50. Djalili, M-R., Kapur, H., « Pékin-Téhéran : les paradoxes d'une alliance », *Politique internationale*, n° 28, été 1985, p. 251-264.

51. Voir « China's Missile Exports and Assistance to Iran », Nuclear Threat Initiative, 25 septembre 2003 ([www.nti.org/db/china/miranpos.htm](http://www.nti.org/db/china/miranpos.htm)).

52. Voir Sipri, *Arms transfers to Iran, 1994-2003*, juin 2004 ([www.sipri.org/contents/armstrad/atira\\_data.html](http://www.sipri.org/contents/armstrad/atira_data.html)).

53. Voir détails sur les transferts d'armements chinois à l'Iran dans Gill, Bates, « Chinese arms exports to Iran », *Meria*, vol. 2, n° 2, mai 1998.

54. Isenberg, D., « Nuke : Is Pandora Chinese ? Part 1 : The 'arch-proliférateur' », *Asia Times*, 23 juin 2004.

55. Voir « Nuclear Cooperation Agreements », Nuclear Threat Initiative ([www.nti.org/db/china/nca.htm](http://www.nti.org/db/china/nca.htm)).

56. Voir Douglas, F., « Iran Closes in on Ability to Make Atomic Bomb », *Los Angeles Times*, 19 juin 2003.

57. Détails sur l'assistance nucléaire chinoise à l'Iran dans *Idem* et « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », Nuclear Threat Initiative, 25 septembre 2003 ([www.nti.org/db/china/niranpos.htm](http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm)).

58. Voir détails dans Isenberg, D., « Nuke : Is Pandora Chinese ? Part 2 : All the right noises », *Asia Times*, 24 juin 2004.

régime chinois rencontre des difficultés à arrêter le transfert de technologies sensibles vers la République islamique<sup>59</sup>.

Malgré le rapprochement sino-américain dans le sillage des événements du 11 septembre 2001 et l'adoption par la Chine en 2002 d'une législation réglementant les exportations de matériels sensibles<sup>60</sup>, les États-Unis ont encore été amenés à sanctionner à plusieurs reprises des firmes chinoises – notamment en 2003 et 2004<sup>61</sup> –, en raison de la poursuite de ventes de matériels sensibles à l'Iran dans le secteur des missiles. De même, en matière nucléaire, sept firmes chinoises ont été sanctionnées en janvier 2005 par le gouvernement américain pour avoir vendu des technologies nucléaires à Téhéran<sup>62</sup>. La poursuite de ces relations entre l'Iran et la Chine s'expliquent en grande partie par les intérêts économiques des sociétés chinoises désormais privatisées. Cependant, le doute subsiste dans l'esprit des nombreux observateurs quant aux intentions et arrière-pensées de Pékin, en raison du fait que certaines de ces sociétés – comme la *Zhongguo Beifang gongye gongsi* (Norinco) ou la *Zhongguo jingmi jixie jinchukou gongsi* (CPMIEC) –, restent tout de même proches du régime chinois et qu'en outre Pékin ne semble pas avoir été très pressée de prendre les mesures nécessaires pour arrêter ce type d'activités<sup>63</sup>. Quoi qu'il en soit – manque de volonté ou incapacité de contrôler les activités de ces sociétés –, vu du côté du régime iranien en tout cas, les liens avec la Chine ont offert à la République islamique des bénéfices importants dans le domaine de l'armement et du nucléaire. Malgré les pressions américaines et les mesures adoptées par la Chine en matière de contrôle, l'Iran a réussi jusqu'à présent à maintenir des relations de proximité avec certains de ses fournisseurs chinois. Il continue ainsi à bénéficier – peut-être à l'encontre du souhait de Pékin – de transferts de technologies dans des domaines sensibles<sup>64</sup>.

### **Le début des années 90 : bouleversement géopolitique**

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, les relations les deux pays franchissent une nouvelle étape. L'ayatollah Ali Khamenei, alors président de la République islamique avant d'en

devenir le Guide, fait ainsi le déplacement dans la capitale chinoise en mai 1989, juste avant les événements du Printemps de Pékin. Cette visite, la première d'un chef d'État iranien depuis l'avènement de la révolution islamique, couronne l'essor des relations bilatérales dans la décennie 80. À ce moment, la République populaire est devenue le sixième partenaire économique de l'Iran, grâce à ses ventes d'armes selon les observateurs occidentaux<sup>65</sup>.

La Chine, qui est en froid avec les pays occidentaux en raison des événements de Tian An Men de juin 1989, cherche à réduire son isolement. Les rencontres à haut niveau vont ainsi se multiplier entre Téhéran et Pékin les années suivantes. Après la visite historique du président iranien, le Premier ministre chinois, Li Peng, se rend à son tour à Téhéran en juillet 1991, bientôt suivi par le président

59. Voir les sanctions prises par Washington contre différentes compagnies chinoises entre 1997 et 2002 puis en 2003 pour exportation de matériels sensibles dans « US Arms Control/ Nonproliferation Sanctions Against China », Nuclear Threat Initiative, 31 juillet 2003 ([www.nti.org/db/china/sanclist.htm](http://www.nti.org/db/china/sanclist.htm)).

60. Voir texte des « Regulations of the People's Republic of China on Export Control of Missiles and Missile-related Items and Technologies, 25 August 2002 » dans Nuclear Threat Initiative ([www.nti.org/db/china/engdocs/expreg\\_0802.htm](http://www.nti.org/db/china/engdocs/expreg_0802.htm)).

61. Voir Dinmore, G., « US Imposes New Sanctions on China », *Financial Times*, 22 mai 2003 ; Saunders, P. C., Lieggi, S. C., « What's Behind US Nonproliferation Sanctions Against Norinco ? », CNS, Monterey Institute for International Studies, 30 mai 2003 ([cns.miis.edu/pubs/week/030530.htm](http://cns.miis.edu/pubs/week/030530.htm)) et « US Catches China Transferring WMD Tech to Iran », *World Tribune.com*, 15 mars 2005.

62. « Chinese firms punished over Iran », *BBC*, 18 janvier 2005.

63. Voir à ce propos les déclarations récentes de S. G. Rademaker, vice-secrétaire pour le contrôle des armements au Département d'État américain devant la US-China Economic and Security Review Commission dans Testimony of Stephen G. Rademaker, Assistant Secretary for Arms Control, US Department of State, US-China Economic and Security Review Commission, 10 mars 2005 ([www.uscc.gov/hearings/2005hearings/written\\_testimonies/05\\_03\\_10wrtr/rademaker\\_stephen\\_wrts.htm](http://www.uscc.gov/hearings/2005hearings/written_testimonies/05_03_10wrtr/rademaker_stephen_wrts.htm)).

64. La CIA relève ainsi dans un rapport au Congrès que les compagnies chinoises « ont aidé l'Iran à progresser dans son objectif de devenir auto-suffisant dans le domaine de la production des missiles balistiques ». Cité dans Bajpae, Chietigj, « China fuels energy cold war », *Asia Times*, 2 mars 2005.

65. « Le président Khamenei à Pékin », *le Monde*, 11 mai 1989.

chinois Yang Shangkun en octobre de la même année<sup>66</sup>. Enfin, le président Rafsanjani fait le déplacement dans la capitale chinoise en septembre 1992. À l'occasion de cette dernière visite, les deux pays signent un important accord portant sur la livraison à l'Iran de deux centrales nucléaires d'une puissance de 300 MW. Cependant, après cette période d'intenses échanges diplomatiques, les visites à haut niveau se raréfient pendant le reste des années 1990.

Plusieurs facteurs expliquent ce relâchement relatif des contacts sino-iraniens pendant cette période. Le retrait soviétique d'Afghanistan en 1989 a d'abord éliminé un important facteur de rapprochement entre les deux pays. La dissolution de l'URSS a créé ensuite un nouvel environnement régional dont l'équilibre est incertain. Dans ce contexte, Pékin s'inquiète de l'influence potentielle de l'Iran sur les républiques d'Asie centrale devenues indépendantes. Le ministre des Affaires étrangères de la République islamique n'a-t-il pas évoqué en juin 1993 la possibilité de mettre en place un ensemble persanophone s'étendant de l'Iran à l'ouest de la Chine via le Tadjikistan et le nord de l'Afghanistan<sup>67</sup> ? Ce regroupement régional d'une puissance non négligeable n'a pas forcément les faveurs du régime chinois. Ensuite, au grand déplaisir du régime iranien, Pékin va sacrifier certains de ses engagements à ses relations avec les États-Unis. Sous les pressions américaines, la République populaire renonce en effet à livrer les centrales nucléaires commandées par Téhéran en 1992. Plus tard, Pékin mettra également officiellement fin à ses ventes de missiles et à sa coopération nucléaire avec Téhéran pour préserver ses relations avec les États-Unis, ce que le régime iranien ne peut bien entendu que déplorer. On peut également penser que la guerre civile au Tadjikistan (à partir de 1992), puis surtout les développements en Afghanistan, où Pékin et Téhéran ne partageaient pas les mêmes vues à propos des taliban<sup>68</sup>, ont contribué à éloigner quelque peu les deux États.

Pendant cette période, Téhéran et Pékin continuent néanmoins à étendre leur relations économiques. Avec la fin de l'URSS et la naissance de cinq Républiques indépendantes en Asie centrale, de nouvelles possibilités de relations s'offrent en effet aux deux partenaires. À travers l'Asie centrale, la Chine peut désormais communiquer par voie ter-

restre avec l'Iran et le Moyen-Orient. Du côté iranien, les autorités commencent également à se rendre compte de cette potentialité et de la nécessité, pour en tirer profit, d'investir dans la construction de nouvelles voies ferrées et de routes réduisant la distance qui sépare la Chine de la zone du golfe Persique et même de la Méditerranée orientale. Ce sont évidemment des projets qui demandent des investissements conséquents et du temps. Une avancée majeure dans ce sens est toutefois réalisée en 1996 avec l'ouverture d'une ligne de chemin de fer de 250 km reliant le nord de l'Iran (ville de Mashad) à Sarakhs à la frontière du Turkménistan. Avec l'entrée en service en mai 1996 de ce tronçon, des marchandises chinoises peuvent théoriquement circuler depuis le territoire de la République populaire jusqu'en Iran et potentiellement jusqu'au golfe Persique, en traversant l'ouest chinois puis en empruntant le réseau ferroviaire centre-asiatique<sup>69</sup>.

Cette possibilité aux importantes potentialités commerciales pour les deux pays est cependant restée sous-exploitée jusqu'à présent en raison de nombreuses difficultés rencontrées sur le terrain (écartements différents des voies ferrées entre les régions de l'ex-URSS, la Chine et l'Iran ; état vétuste du réseau ferroviaire centre-asiatique ; problèmes de maintenance ; délais aux frontières ;

66. C'est à l'occasion de cette dernière visite que Pékin sera invitée à participer à la mise en place du métro de Téhéran, un des plus importants projet économique chinois dans la République islamique. La négociation du contrat final prendra plusieurs années entre les deux pays. Les compagnies chinoises travaillent actuellement à la mise en place de cette infrastructure de prestige. Voir Gong, Zhengzheng, « Massive metroline deal inked with Iran », *China Daily*, 17 mai 2004 et Zhu, Yinghuang, Wang Hao, « 'Made-in-China' subway fulfills Iranian dream », *China Daily*, 12 juin 2004.

67. *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, sous la direction de Mohammad-Reza Djalili et Frédéric Grare, Genève, Publications de l'IUHEI, 1995, p. 131.

68. Après 1998, les taliban ont été considérés par Pékin comme un mouvement avec lequel il était possible de trouver des terrains d'entente, une position que Téhéran ne partageait pas. Voir sur les relations entre la Chine et les taliban Niquet, V., « La Chine face aux défis stratégiques de l'après-11 septembre », *Perspectives chinoises*, n° 67, septembre-octobre 2001 et Kellner, T., « La Chine, les taliban et le Xinjiang », 20 novembre 2001, 3 p. ([www.diploweb.com/p5kell1.htm](http://www.diploweb.com/p5kell1.htm)).

69. Voir Pannier, B., « "Junction for Planet" opens on Turkmen-Iranian Border », *OMRI Daily Digest*, vol. 2, n° 92, 13 mai 1996, p. 3 et « Iran opens "Silk Route" rail link », *China Daily*, vol. 16, n° 4806, 15 mai 1996, p. 6.

corruption ; bureaucratie excessive ; etc.<sup>70</sup>). Dans la période post-11 septembre, Téhéran et Pékin ont néanmoins poursuivi leurs consultations en matière de transport. Ainsi, la possibilité de développer le réseau routier entre l'Iran et la Chine via l'Afghanistan et le Tadjikistan fait l'objet de l'attention de Téhéran<sup>71</sup>.

Parallèlement, à l'occasion de la visite en Chine du ministre iranien des Transports, Ahmad Khorram, en novembre 2003, le régime iranien a proposé à son partenaire chinois la mise en place d'un chemin de fer entre leurs deux territoires via l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan<sup>72</sup>. La Chine a pour sa part proposé au début 2005 la création d'un groupe commun réunissant la République islamique et l'Afghanistan pour étudier la possibilité de relier dans l'avenir le réseau ferroviaire iranien au territoire chinois<sup>73</sup>. La mise en place de telles infrastructures ferroviaires et routières pourrait bien entendu faciliter et stimuler les échanges entre les deux pays, voire créer une nouvelle dynamique régionale. Il faut cependant rester prudent quant à ces perspectives car les difficultés à surmonter sont nombreuses dans ce domaine – à commencer par la question du financement de ces infrastructures –. Les problèmes rencontrés en Asie centrale dans le domaine des transports et du transit de marchandises n'invitent actuellement guère à l'optimisme.

### **Le tournant de 2000**

Sur le plan politique, ce n'est qu'au début de l'année 2000 que l'on assiste à une nouvelle phase de rapprochement entre la République populaire et la République islamique. Cette nouvelle étape des relations bilatérales sino-iraniennes s'explique en partie par les inquiétudes de la Chine face à l'intervention militaire de l'Otan au Kosovo. Dans ce contexte, Pékin qui craint que ce type d'intervention « humanitaire » ne puisse être utilisée un jour contre elle – au regard de la situation du Tibet ou du Xinjiang par exemple – va en effet décider de resserrer ses relations avec ses voisins proches, dont l'Iran, afin de renforcer sa sécurité. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Tang Jiaxuan se rend ainsi à Téhéran en février 2000. Au cours de cette visite, les ministres des Affaires étrangères des deux pays s'accordent pour mettre en place un mécanisme régulier de consultations politiques.

Cette visite est suivie par celle en Chine du président Khatami en juin de la même année. L'importance numérique de la délégation iranienne démontre l'intérêt que le régime islamique porte à ce déplacement en République populaire. Le président Khatami est en effet accompagné de 170 personnes – y compris des hommes d'affaires – dont le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, le ministre des Mines et des Métaux et celui de la Culture<sup>74</sup>. Comme la composition de la délégation le laisse supposer, les objectifs de cette visite iranienne sont à la fois politiques, militaires, économiques et culturels.

Sur le plan politique, les deux pays partagent désormais un certain nombre d'intérêts communs en matière de sécurité. Ces derniers sont repris dans la déclaration conjointe signée à l'occasion du déplacement du président iranien. Téhéran et Pékin s'accordent ainsi sur la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et s'inquiètent du trafic illicite de la drogue (dont une partie importante provient d'Afghanistan). Mais le plus intéressant concerne leur position commune sur certains aspects de la politique américaine. Pékin et Téhéran condamnent en effet les interventions « humanitaires » et le droit d'ingérence, les tendances hégémoniques de Washington ainsi que les interférences américaines dans la région du Golfe, une zone géographique à l'importance croissante pour la République populaire qui dépend désormais de cette région pour environ la moitié de ses importations pétrolières. Ils mettent également en avant le rôle des Nations unies dans le maintien de la paix et

70. Voir Le Roy, J., « La route ferroviaire de la soie. Un pont terrestre eurasiatique par l'Asie centrale ? » dans *Asie centrale et Caucase : une sécurité mondialisée*, sous la dir. de Thomas Juneau, Gérard Hervouet, Frédéric Lasserre, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 219-239.

71. Blua, A., « Iran : Tehran Takes A Keen Interest In Regional Road Building », *RFE/RL*, 8 août 2003.

72. « Iron rail road breathes new life into "Silk Road" », *Mehr News Agency*, 16 novembre 2003.

73. Voir « Iran, China to be connected by railroad », *MNA*, 23 février 2005. Le Kazakhstan a également proposé au début de l'année 2004 de mettre en place une nouvelle ligne ferroviaire sur son territoire destinée à relier le réseau chinois à l'Europe mais aussi l'Iran et la Turquie. Voir « Kazakhstan to Build Railway Linking China, Europe », *Xinhua News Agency*, 13 mars 2004.

74. Un très important accord d'échanges culturels sera signé à l'occasion de ce déplacement. Voir détails sur les échanges culturels sino-iraniens dans « China-Iran Relations at a Glance », *Farhang va Pazhuhash*, n° 146, 7 avril 2004, p. 16-18.

de la sécurité internationale et se déclarent en faveur d'un monde multipolaire<sup>75</sup>.

Du côté chinois, la visite de la délégation iranienne est également mise à profit par Pékin pour promouvoir son image dans le monde musulman et contrer les critiques, notamment occidentales, concernant la politique qu'elle mène à l'égard de ses minorités ethniques dont les Ouïgours – qui sont des turcophones sunnites – de la région autonome du Xinjiang. Le président Khatami rencontre ainsi les représentants de l'Association islamique de Chine et visite la célèbre mosquée de Niujie (la rue du Boeuf) à Pékin avant de se rendre au Xinjiang, successivement à Urumqi, la capitale provinciale puis à la grande mosquée de Kachgar, cautionnant par sa présence la politique du régime chinois à l'égard des musulmans en général et des allogènes turcophones ouïgours en particulier.

Au cours de cette visite, des contacts militaires sont pris entre représentants des deux pays puisque le ministre iranien de la Défense rencontre son homologue chinois en tête-à-tête. On ignore la nature exacte de leur entretien. Le ministre chinois de la Défense, Chi Haotian, indiquera à l'issue de ces discussions que l'opposition commune de l'Iran et de la Chine à la « politique de puissance » et à l'« hégémonie » créé une base de coopération entre les deux pays<sup>76</sup> alors que le ministre iranien de la Défense décrit, en décembre 2000, la visite du président Khatami en Chine comme un « tournant » – sans toutefois en préciser la nature exacte – dans les relations sino-iraniennes<sup>77</sup>. On peut donc penser que les discussions ont été fructueuses sans que l'on puisse cependant y voir l'amorce d'une quelconque alliance entre les deux pays.

Les relations qu'elle entretient avec les États-Unis restent en effet prioritaires pour la Chine qui ne peut se permettre de les mettre à mal par une proximité trop importante avec Téhéran. On retiendra néanmoins qu'à la suite de cette visite, une délégation menée par Liu Jibin, le président de la Commission des sciences, des techniques et de l'industrie pour la défense nationale (Costind<sup>78</sup>) s'est rendue dans la capitale iranienne en décembre 2000. À l'issue de cette visite, les deux pays ont exprimé leur intention de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie de la défense et d'augmenter le niveau des échanges scientifiques et éducatifs dans le secteur de la défense<sup>79</sup>.

Le niveau de coopération bilatéral dans le domaine militaire reste donc relativement modeste. Il a néanmoins été maintenu dans la période post-11 septembre. Ainsi par exemple, le commandant de la force de mobilisation des Gardiens de la Révolution s'est rendu à Pékin en octobre 2004. En novembre, l'Iran et la Chine ont également signé un « protocole d'accord » portant sur le renforcement de la coopération dans le secteur des technologies de l'aérospatiale et des satellites – une technologie duale qui pourrait selon certains être employée dans le cadre du programme de développement de missiles à longue portée iranien<sup>80</sup>.

Sur le plan économique, la visite du président iranien est également importante pour les deux pays. Au cours de ses entretiens avec M. Khatami, Jiang Zemin a indiqué que la Chine considérait l'Iran comme un partenaire commercial de première importance dans le golfe Persique, ajoutant que les deux pays partageaient une complémentarité forte dans les domaines économiques et commerciaux, ce qui constitue effectivement une très importante base de coopération bilatérale. L'Iran dispose en effet de matières premières – dont les hydrocarbures et les ressources minérales – utiles pour alimenter le développement économique de la Chine alors que Pékin peut fournir à Téhéran les biens de consommation et d'équipement dont l'Iran est dépourvu. Le président iranien qui reconnaît également la forte complémentarité économique entre les deux pays, a invité les entrepreneurs chinois à explorer le marché iranien<sup>81</sup>. La déclara-

75. Voir « Joint Communiqué Between The People's Republic of China and the Islamic Republic of Iran », Beijing, 22 juin 2000 ([www.fmprc.gov.cn/eng/wjz/zjg/xybfs/gjlb/2818/2819/t16315.htm](http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjz/zjg/xybfs/gjlb/2818/2819/t16315.htm)).

76. « Defense Minister Meets Iranian Counterpart », *People's Daily*, 24 juin 2000.

77. « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation », *China Reform Monitor*, n° 352, 3 janvier 2001.

78. La Costind est responsable du secteur de la recherche et du développement militaire ainsi que de la production de matériel militaire. Elle a autorité sur les dix sociétés industrielles militaires de la Chine (*juncong qiye*). Voir détails dans « Commission of Science, Technology, and Industry for National Defense (Costind) », Nuclear Threat Initiative, 7 novembre 2003 ([www.nti.org/db/china/costind.htm](http://www.nti.org/db/china/costind.htm)).

79. *Idem*.

80. « Iran Signs Aerospace & Satellite Technology Accord with China », *The Persian Journal*, 5 décembre 2004.

81. « Chinese, Iranian Presidents Hold Talks », *People's Daily*, 23 juin 2000.

tion commune sino-iranienne du 22 juin 2000 traduit cet intérêt partagé en matière économique. Elle stipule en effet que la Chine et l'Iran se sont accordés pour renforcer leur coopération dans les domaines de l'énergie, du transport, des télécommunications, de la banque, de la science et de la technologie, de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture et d'autres domaines.

Malgré la politique américaine de sanctions à l'égard de Téhéran, les deux gouvernements encouragent également leurs compagnies à explorer les possibilités de coopération dans les domaines prometteurs du pétrole et du gaz naturel. Cette déclaration d'intention sera d'ailleurs rapidement suivie d'effet puisque quelques mois plus tard, en janvier 2001, le groupe chinois Sinopec signe un contrat avec la Nioc (la Compagnie nationale du pétrole iranien) pour l'exploitation conjointe d'un champ pétrolifère en Iran. Le président de Sinopec indique à cette occasion son intérêt pour une coopération à long terme avec son partenaire iranien dans les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage et de la commercialisation du pétrole<sup>82</sup>. En plus de la déclaration conjointe, cinq accords portant sur la promotion et la protection des investissements et la coopération dans les domaines de l'énergie, du tourisme, des minéraux et de l'industrie métallurgique, sont également signés à l'occasion de cette visite du président iranien.

Quelques mois plus tard, en janvier 2001, une délégation menée par Hu Jintao, alors vice-président de la République populaire, et composée notamment du vice-ministre des Affaires étrangères, du vice-ministre responsable de la Commission du plan, du vice-ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique, se rend à Téhéran pour examiner les moyens de mettre en œuvre plus rapidement cette coopération politique et économique discutée lors de la visite du président Khatami<sup>83</sup>. Le vice-président chinois déclare à cette occasion que le renforcement de la coopération avec Téhéran est une constante de la politique de la République populaire<sup>84</sup>. Peu après, en février 2001, la Chine réitère cette position par la voix de Li Peng à l'occasion de la visite à Pékin d'une délégation parlementaire iranienne<sup>85</sup>.

### **La période post-11 septembre**

Les événements de septembre 2001, la relance des relations sino-américaines dans le cadre de la guerre contre le terrorisme puis en janvier 2002, la désignation par G. Bush de l'Iran comme membre de l'« axe du mal » – une qualification rejetée par Pékin<sup>86</sup> – ne remettent pas en cause l'essor des relations sino-iranienne depuis 2000. Au contraire, dans la période post-11 septembre, on assiste à une nouvelle phase de rapprochement entre les deux pays. Ce phénomène s'explique notamment par leur unité de vue sur l'idée d'un monde multipolaire, leur rejet de l'unilatéralisme de Washington et par leurs craintes géopolitiques face aux États-Unis. Tant Pékin que Téhéran se méfient en effet de la pénétration militaire américaine et de l'Otan tant en Afghanistan qu'en Asie centrale dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Ce déploiement est perçu comme une menace pour la sécurité des deux pays car il contribue à renforcer leur encerclement militaire. C'est pourquoi la République islamique et la République populaire continuent à poursuivre leur rapprochement.

En mars 2002, est ainsi organisée à Téhéran la 11e réunion de la commission économique conjointe sino-iranienne où des experts des deux parties examinent les possibilités de coopération dans les domaines économiques, politiques et scientifiques. Cette réunion se double de la visite dans la capitale iranienne de Wu Yi, membre du Conseil des affaires de l'État, venue apporter l'appui de Pékin à Téhéran dans le contexte des déclarations du président américain concernant l'« axe du mal »<sup>87</sup>. Selon Wu Yi, la Chine entend poursuivre ses consultations politiques avec l'Iran en ce qui concerne la campagne contre le terrorisme, la

82. « Overseas Oil to Ease Reliance on Imports », *China Daily*, 20 janvier 2001.

83. « Iranian President Praises Partnership With China », *Xinhua*, 8 janvier 2001.

84. « La Chine et l'Iran souhaitent renforcer leur coopération », *Le Quotidien du peuple*, 9 janvier 2001.

85. « China Wishes to Expand Ties With Iran », *Xinhua*, 23 février 2001.

86. « China slams Bush statements on "axis of evil" », *China Daily*, 1 février 2002.

87. « Iran, China to Further Develop Friendship », *Xinhua News Agency*, 18 mars 2002.

nouvelle situation de l'Afghanistan et la promotion d'un nouvel ordre mondial basé sur le respect mutuel. Pékin envisage également d'amplifier le niveau de la coopération culturelle, scientifique, économique et technique avec Téhéran et est également intéressée par une coopération dans le domaine de l'énergie, de l'industrie pétrochimique et de la construction<sup>88</sup>.

Wu Yi souligne lors de ses rencontres avec les dirigeants iraniens que la Chine s'oppose à l'imposition de la volonté de grandes puissances sur d'autres nations et rappelle le rôle régional important joué par l'Iran. Cette dernière idée sera reprise et explicitée un mois plus tard par Li Peng. Il déclare en effet à une délégation parlementaire iranienne en visite en Chine que l'Iran joue un rôle régional essentiel en sauvegardant la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans la région de Golfe<sup>89</sup>. La Chine reconnaît donc un rôle régional stabilisateur majeur à l'Iran, contrairement aux Américains.

La visite de Jiang Zemin en Iran en avril 2002 conforte ce rapprochement et offre l'occasion aux deux pays de confronter leur position sur une série de questions. Sont ainsi abordées entre le président chinois et les plus hauts responsables iraniens la situation du Golfe, de l'Irak, de l'Asie centrale, le conflit israélo-palestinien et la reconstruction de l'Afghanistan<sup>90</sup>. Au cours de ce déplacement, Jiang Zemin dénonce l'idée de l'installation de bases militaires américaines permanentes en Asie centrale<sup>91</sup>, une position que partagent les autorités iraniennes. À l'issue de cette visite, les deux parties afficheront leur satisfaction car selon Jiang Zemin, leurs vues concordent sur de nombreux problèmes régionaux et internationaux. Le président chinois déclare en outre que la Chine est prête à intensifier sa coordination et sa coopération avec l'Iran dans les affaires régionales et internationales. Le président Khatami soulignera pour sa part que l'Iran attache une grande importance au rôle croissant de la Chine dans les affaires régionales et internationales<sup>92</sup>. Pékin est en effet perçue à Téhéran comme un contrepoids important à Washington. Les deux États partagent en outre un intérêt commun à limiter l'influence américaine dans la région du Golfe, en Asie centrale et dans le Caucase.

Dans le contexte de la montée des tensions entre le régime de Saddam Hussein et les États-

Unis, puis du déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003, Pékin et Téhéran ont maintenu leurs consultations politiques<sup>93</sup>. Une fois encore, le facteur américain constitue un élément de rapprochement entre les deux pays. Si pour Téhéran, la présence militaire américaine en Irak constitue une nouvelle menace pour sa sécurité en complétant l'encerclement militaire du pays, du côté chinois, Pékin s'inquiète à la fois des risques de déstabilisation de la région du golfe Persique en raison des opérations américaines mais aussi du renforcement de l'influence américaine dans cette zone du fait de ses opérations militaires. Cette dernière a en effet acquis une importance croissante pour la Chine en raison de sa dépendance à l'égard du pétrole produit dans cette région. Pékin entend donc maintenir ses relations avec les acteurs régionaux – dont l'Iran qui est un des plus importants – pour assurer ses intérêts, notamment pétroliers, et limiter l'influence de Washington.

On notera également qu'en Asie centrale, le rapprochement sino-iranien s'est poursuivi puisque la République islamique a déclaré son intention de poser sa candidature à l'admission à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), une organisation régionale mise en place à l'initiative de Pékin pour contrebalancer l'influence occidentale en Asie centrale et qui réunit outre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan<sup>94</sup>.

Face à la question du programme nucléaire de l'Iran telle qu'elle se présente depuis quelques années, la position officielle de Pékin consiste à soutenir le droit de Téhéran à développer un secteur nucléaire civil tout en essayant de décourager le régime iranien de se doter d'armes nucléaires. Concernant ce dernier point, Pékin est en effet

88. « Iran, China Ready to Expand Cooperation », *People's Daily*, 19 mars 2002.

89. « Li Peng Meets Iraqi, Saudi Arabian, Kuwaiti, Iranian Parliamentary Leaders », *People's Daily*, 19 avril 2002.

90. « Chinese President Arrives in Shiraz for State Visit to Iran », *People's Daily*, 19 avril 2002.

91. « Zemin, Rafsanjani hold talks », *Irna*, 20 avril 2002.

92. « Chinese and Iranian Leaders Discuss Issues of Gulf Region », *China Daily*, 22 avril 2002.

93. « Foreign Ministers Exchange Views on Iraqi Issue », *Xinhua News Agency*, 20 avril 2003.

94. « Pakistan, Iran want to join SCO », *Interfax-Kazakhstan*, 25 février 2005.

officiellement opposée à la prolifération des armes de destruction massive et des armes nucléaires sous toutes leurs formes. Elle soutient ainsi officiellement le protocole additionnel du système de sauvegarde de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qu'elle est la première à avoir ratifié (2002) et invite les autres pays, en particulier les pays qui ont des activités nucléaires significatives, à le signer, le ratifier et le mettre en application dans les plus brefs délais. Elle favorise un règlement pragmatique et prudent de la question du nucléaire iranien, à travers le dialogue, la consultation, la coopération et la négociation dans le cadre de l'AIEA<sup>95</sup>.

Comme elle l'a répété à plusieurs reprises, la Chine s'oppose au renvoi de cette question devant le Conseil de sécurité des Nations unies où l'Iran pourrait faire l'objet de sanctions<sup>96</sup>. Elle encourage officiellement Téhéran à coopérer pleinement avec l'AIEA, à rendre ses activités nucléaires transparentes et à signer et ratifier rapidement le protocole additionnel à l'accord de sauvegarde de l'AIEA<sup>97</sup>. Pékin a ainsi accueilli avec satisfaction la décision de l'Iran de coopérer avec l'AIEA<sup>98</sup> de même que la signature par Téhéran en décembre 2003 du protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) autorisant l'AIEA à effectuer des contrôles inopinés et poussés de toutes les installations nucléaires du pays.

Face à la recrudescence des tensions à l'été et l'automne 2004, Pékin a continué d'insister sur la recherche d'une solution pacifique dans le cadre de l'AIEA tout en soutenant l'initiative européenne et en pressant l'Iran de coopérer pleinement avec cette organisation internationale, de respecter ses engagements, d'éclaircir les problèmes non-résolus et de ratifier dans le plus bref délai le protocole additionnel au TNP afin d'éliminer les suspicions qui continuent de peser sur ses intentions nucléaires<sup>99</sup>. Elle s'est également officiellement réjouie de la décision de Téhéran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium en novembre 2004<sup>100</sup>. En même temps, à l'occasion de sa visite dans la capitale iranienne en novembre 2004, le ministre chinois des Affaires étrangères a clairement déclaré que la Chine s'opposerait à toute tentative américaine de porter le dossier du nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité des Nations unies, écartant à ce moment les risques de sanctions contre Téhéran<sup>101</sup>.

Vu du côté du régime iranien, ce soutien chinois a élargi considérablement la marge de manœuvre de Téhéran et compliqué les efforts des négociateurs européens en limitant les moyens de contraintes de la communauté internationale. On notera cependant qu'au cas où le Conseil de sécurité serait finalement saisi de la question du nucléaire iranien, la Chine devrait évidemment évaluer précisément dans quelle mesure son veto ou sa non-participation au vote auraient des répercussions sur ses relations avec les États-Unis. Pékin pourrait alors se trouver dans une position délicate vis-à-vis du régime iranien qu'elle ne pourra pas réellement soutenir face à une volonté conjointe des États-Unis et de l'Union européenne, deux de ses plus importants partenaires économiques.

La protection diplomatique que Pékin a offerte *a priori* à Téhéran en novembre 2004 s'explique, en partie du moins, par le souci chinois de protéger les relations énergétiques déjà existantes avec la République islamique mais aussi de tirer des bénéfices supplémentaires dans ce domaine, par exemple sous forme de nouvelles possibilités d'investissements dans le secteur des hydrocarbures ou de négociations de contrats de livraison à long terme<sup>102</sup>. Les échanges entre les deux pays se sont en effet accélérés à partir du début des années 1990, essentiellement en raison des nouveaux besoins

95. « China Appeals for Handling Iranian Nuke Issue in Prudent Manner », *Xinhua News Agency*, 19 juin 2003 et « IAEA Backed to Solve Iran's Nuclear Issue », *Xinhua News Agency*, 20 juin 2003 ; « China : Solve Nuclear Issues Through Dialogue and Negotiation », *CRI*, 2 novembre 2004.

96. « China Urges IAEA Resolution to Iran Nuclear Issue », *Xinhua News Agency*, 23 octobre 2003.

97. Voir « Statement by Chinese Ambassador Hu Xiaodi at the 58th Session of the United Nations General Assembly on the Report of the International Atomic Energy Agency », 4 novembre 2003 ([un.fmprc.gov.cn/eng/58943.html](http://un.fmprc.gov.cn/eng/58943.html)).

98. « Iran, China share close, common stance : Kharrazi », *Irna*, 13 novembre 2003.

99. « China Hopes Iran Will Fully Cooperate with IAEA : FM », *Xinhua News Agency*, 31 août 2004.

100. « China welcomes Iran's suspension of uranium enrichment programs : FM spokesperson », *People's Daily*, 23 novembre 2004.

101. « Li Zhaoxing visits Iran », *Associated Press*, 6 novembre 2004.

102. Certains auteurs chinois, comme Ruan Zongze du China Institute of International Studies à Pékin considèrent qu'il n'y a pas de liens forts entre cette politique iranienne de la Chine et ses besoins pétroliers. Ils n'offrent cependant pas d'arguments alternatifs. Voir les déclarations de Ruan Zongze dans « China's Thirst for oil undercuts US efforts to rein in Iran », *Bloomberg.com*, 21 décembre 2004.



énergétiques de la Chine de plus en plus dépendante des importations de pétrole pour alimenter sa croissance économique<sup>103</sup>.

Estimées à 1 Mt en 1993, les exportations iraniennes de pétrole à destination de la Chine ont ainsi atteint en 2003, plus de 13 Mt, soit 13,6 % des importations pétrolières globales de la République populaire. Cette croissance, surtout perceptible après 1996, est liée notamment à l'action de la compagnie chinoise Sinopec, le plus grand raffineur du pays, qui a modernisé une partie de ses installations situées à l'est et au sud du territoire chinois pour leur permettre de traiter les bruts riches en soufre du Moyen-Orient, notamment les bruts saoudien et iranien. Téhéran est ainsi devenu en 2003 le premier fournisseur pétrolier de Pékin devant l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman. La Chine est désormais le second marché en importance pour le pétrole iranien derrière le Japon avec 10,4 % du total de ses exportations de brut en 2003 contre 22,4 % pour Tokyo. Du côté chinois, la sécurité énergétique est devenue une priorité.

Conscient des avantages que l'essor de ces relations pétrolières avec la Chine lui offre en termes de rentrées financières – ces dernières fournissent en effet une bonne part du budget de l'État iranien – et de soutien politique, le régime iranien a pour sa part décidé de les intensifier. Il a ainsi déclaré en novembre 2004, par la voix de son ministre du Pétrole qu'il entendait faire de Pékin son premier client avant le Japon<sup>104</sup>. Les relations énergétiques entre les deux partenaires sont ainsi en plein essor depuis 2004. En octobre de cette année, la société chinoise Sinopec a ainsi été invitée par les autorités iraniennes à préparer un programme-cadre pour le développement du gisement gazier iranien géant de Yadavaran<sup>105</sup>. Outre cette importante participation au développement du secteur des hydrocarbures iraniens, Sinopec devrait acheter 10 Mt de gaz naturel liquéfié iranien par an pendant 25 ans<sup>106</sup>. Ce contrat estimé entre 70 et 100 milliards de dollars est le plus important signé par l'Iran depuis 1996. Dans le cadre de cet accord, Téhéran s'est également engagé à exporter vers la Chine 150 000 b/j de pétrole brut une fois que Sinopec aura développé le champ de Yadavaran<sup>107</sup>. Un autre accord portant sur la livraison de pétrole iranien et estimé entre 50 et 100 milliards de dollars est également en négociation entre les deux pays.

On relèvera que les investissements chinois dans le secteur des hydrocarbures iraniens, si ils se matérialisent, pourraient avoir pour conséquence d'affaiblir considérablement la politique de sanctions économiques menées par les États-Unis à l'encontre de Téhéran<sup>108</sup> et d'inciter d'autres acteurs internationaux (notamment les compagnies européennes, japonaises, russes et indiennes) à pénétrer également plus avant le secteur des hydrocarbures iraniens. Le plus grand bénéficiaire de ces investissements sera bien entendu le régime iranien qui n'a pas les moyens de les réaliser lui-même. Ces liens dans le domaine énergétique semblent appelés à se développer davantage à l'avenir. De nombreuses sociétés chinoises spécialisées dans le domaine de l'énergie, comme la China National Petroleum Corporation (CNPC), le Sinopec Group, la Sinochem, la China National

103. Voir détails sur la politique pétrolière chinoise dans Kellner, T., « La Chine et le pétrole » dans *Géopolitique du pétrole*, sous la direction de Gérard Chaliand et Annie Jafalian, Paris, Encyclopaedia Universalis, Le tour du sujet, 2005, à paraître.

104. « Iran wants China its top oil importer », *China Daily*, 7 novembre 2004.

105. « Energy Cooperation Strengthens », *China Daily*, 3 novembre 2004.

106. « China, Iran Sign Biggest Oil & Gas Deal », *CRI*, 31 octobre 2004 et « China to Buy More Gas, Oil from Iran », *China Daily*, 8 novembre 2004.

107. « China to develop Iran oil field », *BBC*, 1 novembre 2004.

108. Depuis 1979, les États-Unis ont adopté diverses formes de sanctions économiques à l'égard de l'Iran. En mars et mai 1995, le président Clinton a signé deux *executive order* interdisant aux compagnies américaines et à leurs filiales étrangères de conduire des affaires avec l'Iran. L'*executive order* 12957 interdit ainsi spécifiquement tout « contrat pour le financement du développement des ressources pétrolières situées en Iran ». En août 1996, la *Loi de sanctions Iran-Libye* (ILSA) a été passée à l'unanimité par le Congrès des États-Unis et transformée en loi par la signature du président Clinton. L'ILSA prévoit l'imposition des sanctions à l'encontre de toute compagnie – indépendamment de sa nationalité – qui investit plus de 20 millions de dollars annuellement dans les secteurs des hydrocarbures iraniens. En août 1997, le plafond a été fixé à 40 millions de dollars. L'objectif de cette législation est de dissuader les investissements étrangers importants dans le secteur pétrolier de la République islamique. L'ILSA a été adopté à l'origine pour une durée de cinq ans. Il devait expirer en août 2001. Cependant, en juillet 2001, le Congrès a voté son renouvellement pour cinq années supplémentaires. La signature du président Bush l'a à nouveau fait passer dans la loi. En outre, en mars 2003, G. Bush a prolongé pour un an les sanctions économiques imposées à l'Iran dans le cadre des *executive order* de 1995, officiellement en raison de l'appui de Téhéran au terrorisme et de ses tentatives d'acquisition d'armes de destruction massives.

Offshore Oil Corp, Zhuhai Zhengrong, et le Citic Group envisagent en effet d'investir dans le secteur de l'exploration pétrolière en Iran en partenariat avec des compagnies iraniennes ainsi que dans le secteur de la construction de raffineries et de la pétrochimie. Des coopérations existent déjà dans la région de la Caspienne où des compagnies chinoises participent à la modernisation et la remise en état d'infrastructures pétrolières à Neka pour le compte de l'Iran<sup>109</sup>.

La croissance des exportations pétrolières iraniennes en direction du marché chinois a également dopé les chiffres du commerce bilatéral sino-iranien. Alors qu'en 2002, les échanges bilatéraux sino-iraniens s'élevaient à 4,02 milliards de dollars<sup>110</sup>, ils ont atteint 5,6 milliards en 2003 et 7 milliards de dollars en 2004<sup>111</sup>. Selon certaines estimations, ils pourraient encore progresser et atteindre les 10 milliards en 2005<sup>112</sup>. Selon l'ambassadeur iranien en Chine, il y avait au début de l'année 2005, plus de cent projets chinois en cours dans la République islamique – dont le métro de Téhéran et plusieurs projets routiers et de transports. Le commerce avec la Chine est ainsi devenu très important pour Téhéran puisqu'il représente en 2004 environ 10 % du total du commerce extérieur iranien. On notera que les exportations pétrolières comptent pour la moitié de ces échanges<sup>113</sup>.

Les chiffres officiels ne rendent cependant pas totalement compte de l'importance des relations économiques entre les deux pays. Une partie des exportations chinoises en direction du marché iranien n'apparaît en effet pas dans les statistiques officielles. De nombreuses marchandises chinoises destinées *in fine* à l'Iran transitent en fait par Dubai pour être ensuite réexportées vers le territoire iranien<sup>114</sup>. La Chine est ainsi le premier partenaire commercial de Dubai alors que l'Iran est le premier marché de réexportation de ce

dernier. La République populaire est donc devenue un partenaire économique de poids pour Téhéran. Vu du côté chinois, les échanges avec l'Iran ne représentent cependant qu'une portion infime du commerce extérieur. Pour l'avenir, l'accroissement des exportations d'hydrocarbures iraniens vers le marché chinois devraient augmenter l'importance de ce pays pour Pékin, ce qui en retour augmentera la capacité du régime iranien d'obtenir le soutien et la coopération de la Chine, non seulement en matière diplomatique mais aussi peut-être dans des domaines sensibles (secteur militaire par exemple). La République populaire va également s'intéresser de manière croissante aux ressources minérales de l'Iran, renforçant encore davantage le rôle de Téhéran comme fournisseur de matières premières de la Chine. La multiplication des échanges avec Pékin devrait permettre au régime islamique d'améliorer la situation économique du pays et renforcer ses moyens d'action grâce à la rente pétrolière. On notera enfin que le « modèle chinois » de développement économique qui combine croissance économique et absence de réformes politiques intéresse le régime de Téhéran qui cherche à s'en inspirer pour accélérer la modernisation dont l'économie iranienne a grand besoin<sup>115</sup>.

109. Voir Hooman, Peimani, « Russia turns to Iran for oil exports », *Asia Times*, 11 février 2003.

110. Chiffres tirés de IMF, *Direction of Trade statistics Yearbook*, Washington, DC, International Monetary Fund, 2003, p. 140.

111. « Iran-China trade exchanges top 7 billion dollars : Chinese ambassador », *Irna*, 19 janvier 2005.

112. Chiffre donné dans « Iranian delegation arrives in China », *Irna*, 28 mars 2005.

113. *Idem*.

114. « Iran, Biggest Market for Dubai's Reexport », *Iran International*, n° 33, janvier 2005.

115. Voir « L'inexorable fascination du modèle chinois », *Courrier international*, n° 693, 12 février 2004.

## L'Iran et le Japon

En raison de l'éloignement géographique de l'archipel nippon, les échanges et les contacts entre l'Iran et le Japon ont été dans la longue durée historique beaucoup moins intenses qu'avec l'Inde ou la Chine. Ils ont surtout été au départ indirects. Des idées ou des objets et des marchandises originaires de Perse sont ainsi parvenus jusqu'au Japon via la Chine dès les premiers siècles de notre ère, puis via les marchands occidentaux par la suite. Si des marchandises japonaises arrivent en Iran grâce aux marchands européens et des marchands iraniens signalés dans l'archipel nippon au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>116</sup>, ce n'est qu'à partir de l'ère Meiji (1868-1912) que des contacts directs – mais rares – s'instaurent entre l'Empire du Soleil Levant et la Perse. Des voyageurs iraniens se rendent en effet au Japon<sup>117</sup> alors que Tokyo envoie quelques missions en Perse<sup>118</sup> et surtout des quantités croissantes de marchandises. Du côté iranien, au début du XX<sup>e</sup> siècle, comme ailleurs dans le monde musulman, les succès de l'expérience japonaise de modernisation menée pendant la période Meiji sont commentés avec intérêt et admiration<sup>119</sup> de même que sera saluée à Téhéran la victoire de Tokyo sur l'empire russe – un voisin particulièrement dangereux pour la Perse<sup>120</sup> – en 1905<sup>121</sup>. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont officiellement établies en 1926.

### **Des relations essentiellement économiques et énergétiques**

Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, les rapports entre l'Iran et le Japon sont marqués par l'essor des relations économiques et surtout énergétiques. L'archipel nippon, actuellement deuxième pays importateur de pétrole du monde, est en effet historiquement très dépendant d'un point de vue pétrolier<sup>122</sup>. Il ne dispose que de réserves insignifiantes<sup>123</sup> sur son territoire et doit importer la quasi totalité du pétrole qu'il consomme. En 2003, Tokyo a par exemple importé 99,7 % des 4,282 millions de b/j qu'il a consommés<sup>124</sup>. Dans la période qui suit la Seconde Guerre mondiale, l'absence de réserves pétrolières couplée à sa dépendance à l'égard des majors pétrolières occidentales ont amené Tokyo à cher-

cher à renforcer sa sécurité énergétique en diversifiant ses fournisseurs et en développant des relations directes avec les pays producteurs du Moyen-Orient<sup>125</sup>. Dès le début des années 50, les autorités japonaises s'intéressent ainsi à l'Iran. Ce dernier cherche à la même époque à réduire la tutelle que les majors occidentales exercent sur son secteur pétrolier depuis le début du siècle. Ces intérêts convergents des deux partenaires vont faciliter leur rapprochement. Le Japon sera ainsi en 1953 un des rares pays qui achèteront du pétrole à

116. Voir Nagashima, H., « "Muslim Merchants" visits to Japan in the 17th century », *Journal of East-west Maritime relations*, vol. 1, The Middle Eastern Culture Center in Japan, 1989.

117. Voir détails dans Haag-Higuchi, R., « A Topos and its Dissolution : Japan in Some 20th-Century Iranian Texts », *Iranian Studies*, vol. 29, n° 1-2, hiver/printemps 1996, p. 73.

118. Par exemple, une délégation composée d'un émissaire du ministère des Affaires étrangères du Japon, Yoshida Masaharu, accompagné d'un officier de l'armée japonaise et de cinq marchands, a séjourné en Iran entre le mois de mai et l'automne 1880.

119. Voir Haag-Higuchi, R., « A Topos and its Dissolution : Japan in Some 20th-Century Iranian Texts », *op. cit.*, passim et Pistor-Hatam, Anja, « Progress and Civilization in Nineteenth-Century Japan : The Far Eastern State as a Model for Modernization », *Iranian Studies*, vol. 29, n° 1-2, hiver/printemps 1996, p. 111-126.

120. Voir sur l'impérialisme russe en Perse, Kazemzadeh, Firuz, *Russia and Britain in Persia, 1864-1914 ; a study in imperialism*, New Haven, Yale University Press, 1968, ix-711 p.

121. Voir Kreiser, K., « Der japanische Sieg über Russland (1905) und sein Echo unter den Muslimen », *Die Welt des Islams*, vol. 21, 1981, p. 209-239 et Rajabzadeh, Hashem, « Russo-Japanese War as Told by Iranians », *Annals of Japan Association for Middle East Studies*, vol. 3, n° 2, 1988, p. 144-166.

122. Voir Kelly, D., « Rice, Oil and the Atom : A study of the Role of Key Material Resources in the Security and Development of Japan », *Government and opposition*, 2005, p. 298 et ss. Le pétrole représente en 2003, 49,4 % de l'énergie consommée dans l'archipel.

123. En 2004, les réserves pétrolières du Japon sont estimées à 59 millions de barils de pétrole, soit l'équivalent de 10 jours de consommation pétrolière pour le pays. Voir EIA, Country Analysis Brief, Japan, august 2004 (<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/japan.html>).

124. 87 % du pétrole brut importé au Japon proviennent en 2003 du Moyen-Orient. Les principaux fournisseurs de Tokyo sont les Émirats arabes unis (28 % de son approvisionnement), l'Arabie saoudite (26 %), l'Iran (15 %), le Qatar (11 %), le Koweït (8 %), Oman (6 %), la zone neutre (5 %), l'Irak (0,4 %) et le Yémen (0,1 %). D'après Calder, Kent, « Japan's Energy Angst and Outlook » dans *Asian Energy Security and Implications for the US*, 28-29 septembre 2004 (<http://www.nbr.org/programs/energy/aesconference.html>) ; Hosoe, Tomoko, « Japan's energy policy and energy security », *Middle East Economic Survey*, vol. xlvi, n° 3, 17 janvier 2005, « Japanese energy profile : the search for security », *OGJ*, 1 février 2005.

125. Voir détails dans *Japan in the contemporary Middle East*, edited by Kaoru Sugihara and J.A. Allan, London, New York, Routledge, 1993, xiv-191 p.

l'Iran de Mossadegh malgré les mises en garde britanniques. À la fin des années 1960, Tokyo explore la possibilité de développer des liens directs plus étendus avec le régime du Shah dans le domaine de la pétrochimie et de l'exploration pétrolière<sup>126</sup>.

À cette époque, l'Iran est en effet considéré par les autorités japonaises comme plus sûr que les autres pays de la région du Golfe en raison de son caractère non arabe qui le rendrait moins prompt à utiliser l'arme pétrolière en cas de conflit israélo-arabe. L'important projet de complexe pétro-chimique de Bandar Shahpur (aujourd'hui Bandar Khomeyni) symbolise l'engagement japonais – en l'occurrence celui de la firme Mitsui – en Iran à ce moment. Plus tard, la chute inattendue du Shah et la situation politique de l'Iran révolutionnaire placeront les investisseurs japonais dans une position délicate. Le nouveau régime islamique insiste pour poursuivre la mise en place du projet alors que le Japon, fidèle à sa ligne politique de séparation de la politique et de l'économie, écarte pour sa part les demandes américaines de suspension des travaux. Mais en fin de compte, la poursuite de la guerre Iran-Irak rendra sa réalisation impossible, forçant Mitsui à négocier avec la République islamique un retrait coûteux de ses engagements et mettant ainsi fin à ce projet japonais à grande échelle en Iran<sup>127</sup>. Pendant la période du Shah, dans le cadre de sa diplomatie pétrolière en direction de l'Iran, le Japon octroie également à Téhéran, des prêts et des dons ainsi qu'une assistance technique importante. Ce type d'assistance sera suspendu à la chute du Shah. Il faudra attendre 1993 pour que Tokyo envisage de réactiver ses prêts à l'Iran.

À l'époque du Shah, le Japon offre également des conditions d'entrée simplifiées sur son territoire aux nationaux iraniens en raison des relations de proximité qui le lient au régime iranien. Cette dernière mesure aura des conséquences inattendues dans les années 80, après la révolution islamique, puisque plusieurs dizaines de milliers d'immigrants iraniens utiliseront ces facilités pour entrer puis s'installer illégalement au Japon. Tokyo et le régime islamique iranien s'entendront par la suite pour arrêter l'application de l'accord sur le visa entre les deux pays. De nombreux Iraniens, volontairement ou sous la contrainte, seront renvoyés en Iran. Cependant, des aspects sociaux de cette vague d'immigration iranienne au Japon ont perduré jusqu'à aujourd'hui à travers les mariages

mixtes et les enfants nés de ces mariages qui vivent dans l'archipel et créent un lien persistant entre les deux pays.

Malgré la proximité de Tokyo avec les États-Unis (en froid avec le nouveau régime islamique de Téhéran dès novembre 1979) et les relations que le Japon entretient avec Israël<sup>128</sup>, en raison du facteur pétrolier et de son importance stratégique pour les autorités japonaises, la création de la République islamique d'Iran ne met pas un terme aux relations nippo-iraniennes même si les contacts diplomatiques entre les deux pays ont tendance à se raréfier après 1979. Pendant la guerre Iran-Irak, Tokyo qui entretient des relations avec les deux belligérants – l'Irak est en effet également un des fournisseurs pétroliers du Japon – propose ses bons offices et entreprend des efforts diplomatiques pour essayer d'amener les deux pays à mettre un terme au conflit qui gêne, avant son abandon, la réalisation de son projet pétrolier de Bandar Khomeyni en Iran et menace ses approvisionnements originaires du Golfe. En août 1983, le ministre des Affaires étrangères japonais se rend par exemple en mission de paix à Téhéran et à Bagdad et en 1988, le Japon participera au sein des Nations unies, aux négociations qui aboutiront à l'adoption de la résolution 598 qui met fin au conflit.

### **Essor du dialogue politique à la fin des années 90**

Malgré la poursuite des relations énergétiques et économiques – le Japon continue à s'intéresser au marché iranien et à investir en République islamique puisque entre 1979 et 1999, les investissements directs japonais en Iran s'élèveront à environ 529 millions de dollars –, Tokyo maintiendra entre 1991 et 1997 un profil bas dans ses relations politiques avec la République islamique. Le Japon partage en effet les inquiétudes de la

126. Voir Takahashi, Kazuo, « The Iran-Japan petrochemical project. A complex issue » dans *Idem*, p. 85-89.

127. Détails dans *Idem*, p. 90-93.

128. Voir Radtke, K. W., « Japan-Israel Relations in the Eighties », *Asian Survey*, vol. 28, n°5, May 1988, p. 526-40 ; Akifuni, Ikeda, « Japan's Relations with Israel », dans *Japan in the Contemporary Middle East* op. cit., p. 155-169 et Shaoul, R., « Japan and Israel : an evaluation of relationship-building in the context of Japan's Middle East policy », *Israel Affairs*, vol. 10, n°1-2, octobre-décembre 2004, p. 273-297.

communauté internationale en ce qui concerne le comportement de Téhéran. Il a interdit les exportations d'armement vers l'Iran et régulé strictement les exportations qui pourraient aider le régime islamique à développer un armement nucléaire, chimique ou biologique. Toutefois, en raison de ses intérêts économiques et pétroliers et de l'importance régionale de l'Iran, contrairement aux choix des États-Unis, il considère qu'il faut éviter d'isoler la République islamique afin de prévenir la radicalisation du régime et les risques de déstabilisation de la région du Golfe<sup>129</sup>. Aussi, Tokyo désapprouve-t-il la politique de « double endiguement » – à la fois contre Téhéran et Bagdad – mis en place par l'administration Clinton à partir de 1993. Il la juge en effet inefficace. Même s'il cède à certains moments aux pressions américaines – comme en 1995 lorsqu'il gèle sa décision d'octroi de nouveaux prêts à Téhéran<sup>130</sup> – le Japon entend protéger ses intérêts pétroliers et mène donc une politique indépendante de celle de Washington. Il déplore également l'approbation par le Congrès américain de la *Loi de sanctions Iran-Libye* (ILSA) en 1996 et lorsque l'occasion se présente, n'hésite pas à amplifier ses contacts avec Téhéran. Il va ainsi suivre le modèle de « dialogue critique » mis en place par les Européens avec la République islamique.

Comme pour l'Union européenne, l'arrivée à la présidence iranienne d'un président « réformateur », en août 1997 lui offre un climat favorable à la relance de ses relations politiques avec la République islamique. L'élection de M. Khatami est ainsi saluée par les autorités japonaises. Elles vont rapidement décider de mener une politique plus active et de développer un dialogue plus intense avec Téhéran, ce dont le régime iranien ne peut que se féliciter. Des consultations au niveau ministériel sont ainsi organisées à Tokyo dès le mois de novembre 1997. À cette occasion, Téhéran dépêche son vice-ministre des Affaires étrangères Mohsen Aminzadeh dans la capitale japonaise. Elles sont suivies de la visite du secrétaire d'État japonais aux relations extérieures, Masahiko Koumura, à Téhéran en avril 1998. Cette visite, la première d'un ministre japonais des Affaires étrangères en Iran depuis 1991 est accueillie avec enthousiasme par les autorités iraniennes. Elle constitue en effet une victoire diplomatique pour la République islamique face à la politique d'isolement menée par Washington. À l'occasion de ce

déplacement, le représentant japonais rencontre le président Khatami ainsi que le ministre des Affaires étrangères de la République islamique et d'autres personnalités de haut rang. Soucieux de renforcer sa coopération avec l'Iran, il propose à ses interlocuteurs iraniens l'organisation d'une conférence technique commune réunissant l'Iran et ses voisins d'Asie centrale et du Caucase afin d'explorer les moyens d'améliorer les relations économiques et les transports dans ces régions. La question des infrastructures est en effet vitale pour les nouveaux États issus de la dissolution de l'URSS et l'Iran est particulièrement intéressé par la perspective de développement des nouvelles infrastructures qui lui permettraient de tirer profit de sa situation géographique et de se positionner comme État de transit pour le commerce entre l'océan Indien, l'Asie centrale et les républiques caucasiennes.

À la suite de cette visite et à l'invitation de son homologue japonais, le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Kharrazi, s'empresse de se rendre à son tour à Tokyo en décembre 1998. Il s'agit de la première visite au Japon d'un ministre iranien des Affaires étrangères depuis 1987. Il s'y entretient avec le premier ministre japonais ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères et d'autres représentants du gouvernement, des membres du Parlement, et enfin des représentants des milieux d'affaires. Selon la conférence de presse commune tenue à l'issue de cette visite, au cours de leurs entretiens, les deux ministres des Affaires étrangères ont passé en revue divers aspects des relations bilatérales, et ont également discuté de problèmes régionaux et internationaux d'intérêt mutuel comme la situation de l'Irak, le conflit israélo-palestinien, la situation de l'Asie

129. Voir Miyake, Kuni, « Japan and the Persian Gulf », *PolicyWatch*, n° 244, The Washington Institute for Near East Policy, avril 23, 1997.

130. En mai 1993, le Japon a levé le gel sur les prêts officiels à l'Iran. Il envisageait de financer, en plusieurs tranches, un projet hydroélectrique sur le fleuve Karun en Iran méridional mais l'administration Clinton a exercé des pressions pour suspendre son octroi. Téhéran ne s'est vu attribuer que la première des trois tranches prévues par Tokyo, ce qui a fortement perturbé les travaux. Par la suite, l'Iran a essayé d'amener Tokyo à verser les tranches restantes pour lui permettre de compléter cette infrastructure. D'après Hisane, Masaki, « Top Iranian official to begin six-day visit next week », *The Japan Times*, 27 septembre 1999.

centrale et celle de l'Afghanistan<sup>131</sup>. À propos de ce dernier, les deux ministres ont souligné l'importance de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale de ce pays. Ils ont en outre exprimé leurs inquiétudes communes en ce qui concerne la production illicite et le trafic de narcotiques qu'ils considèrent comme une menace sérieuse pour la région et pour la communauté internationale. Le Japon a exprimé son soutien aux efforts de Téhéran dans la lutte contre le trafic de la drogue et déclaré son intention de prolonger sa contribution financière aux programmes de l'UNDCP (United Nations Office on Drugs and Crime) dont bénéficie l'Iran. Une proposition d'organisation d'une « conférence sur la coopération irano-japonaise au XXI<sup>e</sup> siècle » a également été adoptée lors de cette visite. Elle aura lieu en novembre 1999 à l'Université des Nations unies (Unu) installée à Tokyo. Dans le domaine économique, la possibilité pour le Japon de réaliser des investissements en Iran sera également discutée entre les représentants des deux États.

Après cette rencontre, le processus de rapprochement et d'approfondissement du dialogue politique entre les deux pays va se poursuivre avec une nouvelle visite à Téhéran du ministre japonais des Affaires étrangères en août 1999. À cette occasion, ce dernier invite au nom du premier ministre japonais le président iranien à se rendre en visite officielle à Tokyo. Pour préparer ce déplacement historique – il s'agit en effet de la première visite d'un représentant de ce niveau depuis la révolution islamique et même depuis la visite de Mohammad Reza Shah Pahlavi à Tokyo en 1958 –, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, Hassan Rouhani, puis le ministre iranien de la Culture, l'Ayatollah Mohajerani – un proche de Khatami –, se rendront successivement au Japon. Le président Khatami effectue à son tour le déplacement dans la capitale japonaise en novembre 2000. Le bilan de cette visite est très positif pour le régime iranien. Il s'agit d'une victoire diplomatique substantielle puisque la seconde économie du monde, qui est en même temps un des proches alliés des États-Unis, manifeste concrètement sa volonté de dialogue avec la République islamique contrairement à la politique d'isolement de l'Iran prônée par Washington. La déclaration commune signée à l'issue de la visite du président Khatami prend ainsi note du soutien de Tokyo à la volonté de Téhéran

de jouer un rôle plus actif au sein de la communauté internationale et également de la volonté des deux parties de poursuivre leur dialogue politique et de promouvoir les relations entre les deux gouvernements à plusieurs niveaux et dans différents secteurs<sup>132</sup>.

Au-delà du gain diplomatique, le développement de la coopération bilatérale est également au programme des entretiens. Outre le tourisme, les échanges culturels et académiques et le rôle du secteur privé dans leurs relations économiques – les deux gouvernements s'engageront à étudier diverses manières de renforcer et de faciliter les investissements à long terme, le commerce et les déplacements des hommes d'affaires et le Japon octroiera également à l'Iran des crédits à l'exportation pour quatre projets –, la question stratégique des hydrocarbures est placée en tête de l'agenda des rencontres. Dans ce domaine également, la visite du président Khatami produit des résultats concrets. Un accord est conclu entre les deux pays par lequel le Japon octroie à la République islamique un milliard de dollars pour 2001 et un milliard de dollars les deux années suivantes en guise de paiement anticipé pour des importations pétrolières.

De plus, l'Iran, soucieux d'utiliser au mieux de ses intérêts l'appétit de Tokyo pour ses ressources en hydrocarbures, invite le Japon à investir dans le secteur pétrolier du pays et lui accorde le droit exclusif de négocier le développement du gisement pétrolifère terrestre d'Azadegan, situé dans le sud-ouest iranien (province du Khouzistan) et présenté comme un des plus importants du Moyen-Orient<sup>133</sup>. Les objectifs iraniens sont en fait multiples. L'Iran entend s'assurer les importants investissements – qu'il ne peut lui-même fournir – nécessaires au développement de cette structure, tout en engrangeant des bénéfices économiques et politiques. Le développement du champ d'Azadegan permettra

131. « Joint Press Statement by the Ministers for Foreign Affairs of Iran and Japan on the occasion of the official visit of Foreign Minister Kamal Kharrazi of the Islamic Republic of Iran to Japan, 24 décembre 1998 ([www.mofa.go.jp/region/middle\\_e/iran/joint9812.html](http://www.mofa.go.jp/region/middle_e/iran/joint9812.html)).

132. Voir « Joint Statement Concerning Cooperation Directed Toward the Twenty-First Century Between Japan and the Islamic Republic of Iran. » Tokyo, 1<sup>er</sup> novembre 2000 » dans [http://www.mofa.go.jp/region/middle\\_e/iran/pv0010/joint.html](http://www.mofa.go.jp/region/middle_e/iran/pv0010/joint.html).

133. « President Khatami winds up Japan visit », *The Iranian Times*, 3 novembre 2000.

en effet au régime d'accroître ses revenus pétroliers et donc ses moyens d'action alors qu'un élargissement de la coopération pétrolière avec le Japon lui offrira un appui diplomatique supplémentaire sur la scène internationale tout en portant parallèlement un nouveau coup à la politique de sanctions imposée par Washington. Preuve que ce dernier calcul n'était pas erroné, le Japon condamnera officiellement le renouvellement de la *Loi de sanctions Iran-Libye* (ILSA) par le président Bush en août 2001<sup>134</sup>. Les autorités iraniennes ont donc accordé la priorité, pour la négociation des droits de développement du gisement d'Azadegan, aux sociétés Japex et Indonesia Petroleum, toutes deux détenues en majorité par la Japan National Oil Company (JNOC).

En janvier 2001, le Parlement iranien (Majlis) approuvera le développement d'Azadegan par les investisseurs étrangers en utilisant le modèle du « rachat » (« buyback »). Jusqu'aux événements du 11 septembre 2001, les hauts représentants japonais vont se succéder en Iran en dépit des réticences et des pressions américaines (visite du ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie en juillet 2001, de la secrétaire parlementaire pour les Affaires étrangères en août 2001, du Président de la commission des budgets et de l'ancien ministre des Affaires étrangères désormais délégué spécial du premier ministre Junichiro Koizumi également en septembre 2001). Si, dans la période post-11 septembre, on constate ensuite un léger ralentissement dans la fréquence des contacts diplomatiques entre hauts responsables des deux pays<sup>135</sup>, l'essor des relations entre le Japon et l'Iran n'est cependant pas remis en cause, ce qui traduit l'importance des intérêts qui sont en jeu des deux côtés mais aussi le poids accru de l'Iran comme acteur régional dans le nouveau contexte international, la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan et celle de l'Irak pouvant en effet difficilement être envisagées sans une coopération avec Téhéran.

### **Maintien des relations politiques et énergétiques après le 11 septembre**

Malgré la poursuite de tensions entre Téhéran et Washington et l'existence de divergences de vue importantes entre Tokyo et Téhéran concernant

certains problèmes, notamment sur le conflit israélo-palestinien ou la question du programme nucléaire iranien, le dialogue politique entre les deux pays n'a pas été remis en cause et s'est poursuivi jusqu'à présent. Bien que le premier ministre japonais, J. Koizumi, plusieurs fois invité par les autorités iraniennes, n'ait pas fait le déplacement en République islamique, la ministre japonaise des Affaires étrangères, Yoriko Kawaguchi s'est rendue à Téhéran en avril 2002 et en janvier 2004 alors que son homologue iranien a visité la capitale japonaise à trois reprises, en novembre 2001, en août 2003 et en février 2005. Lors de ces rencontres, les représentants des deux pays ont eu des discussions et des échanges de vue qualifiés de « francs » sur des questions comme le conflit israélo-palestinien, le terrorisme, le développement du programme nucléaire iranien et la réforme du Conseil de sécurité de l'Onu (un point qui intéresse particulièrement le Japon) mais aussi sur la situation de l'Afghanistan puis de l'Irak ainsi que sur la reconstruction de ces deux pays. Alors que l'administration Bush a classé Téhéran parmi les membres de l'« axe du mal », le Japon, conscient de l'influence régionale de l'Iran, a de son côté essayé de favoriser la reprise du dialogue entre Téhéran et Washington en appelant les deux parties au rapprochement<sup>136</sup>.

Outre la poursuite du dialogue politique, la coopération irano-japonaise s'est également maintenue dans le domaine, stratégique pour Tokyo, des hydrocarbures. Bien que les pourparlers se soient quelque peu enlisés en 2003 en raison notamment des pressions importantes exercées par Washington sur son allié japonais, l'Iran et le Japon ont finalement signé le 18 février 2004 un accord d'un montant de deux milliards de dollars pour l'exploitation conjointe des gisements d'Azadegan. Un consortium de compagnies japonaises (Inpex) détiendra 75 % du projet tandis que les Iraniens contrôleront les 25 % restants via le holding Naftiran

134. Voir « Comment by the Press Secretary/Director-General for Press and Public Relations, Ministry of Foreign Affairs, on the Enactment of the Iran and Libya Sanctions Extension Act of 2001 », 8 août 2001 dans <http://www.mofa.go.jp/announce/announce/2001/8/0808.html>.

135. Voir la liste des visites réciproques dans [http://www.mofa.go.jp/region/middle\\_e/iran/index.html](http://www.mofa.go.jp/region/middle_e/iran/index.html).

136. « Japanese FM favours normalisation of US-Iranian relations », *Itar-Tass/Acsna/Irna*, 5 mai 2002.

Intertrade Co. (NICO). Cet accord doit assurer au Japon une nouvelle source d'approvisionnement régulière en brut mais aussi renforcer les liens entre les deux pays. Azadegan est considéré comme un des plus gros projet japonais dans le secteur pétrolier outre-mer, à l'exception du projet d'oléoduc entre Taichet (au nord du lac Baikal en Sibérie) et le port de Nakhodka sur la côte Pacifique de la Fédération de Russie (d'une longueur de 4 130 km et d'une capacité de 1,6 millions de b/j) dont le coût est estimé entre 11 et 16,2 milliards de dollars. Les réserves des gisements d'Azadegan sont estimées par l'Iran entre 35 et 45 milliards de barils. La presse japonaise donne pour sa part le chiffre de 26 milliards de barils. La production doit commencer dans le courant de l'année 2007. Les parties prévoient une production de 50 000 b/j en 2007, 150 000 b/j en 2008 et finalement 260 000 b/j en 2012 soit un peu plus de 12,5 Mt, ce qui est loin d'être négligeable mais ne représente cependant qu'une fraction des besoins d'importations de brut du Japon (soit 213,2 Mt ou 4,282 millions de b/j en 2003). On notera que pendant les négociations, Washington a tenté en vain de convaincre Tokyo d'abandonner son projet d'investissement en Iran. Pour le Japon, la sécurité énergétique est en effet considérée comme un problème d'intérêt vital.

Étant donné ses besoins pétroliers et sa volonté de poursuivre ses relations avec Téhéran dans ce domaine, le Japon semble donc appelé à rester un partenaire économique de première importance pour l'Iran. Les échanges bilatéraux entre les deux pays ont atteint 8,51 milliards de dollars en 2003<sup>137</sup> et la réalisation du nouvel accord pétrolier devrait encore les renforcer dans l'avenir. Du côté iranien, la signature de l'accord sur Azadegan illustre la volonté de l'Iran de renforcer ses relations privilégiées avec le Japon, même si Téhéran considère que dans l'avenir, la Chine – plus distante de Washington que Tokyo – se hissera au rang de premier partenaire pour l'exportation de ses hydrocarbures en Extrême-Orient. L'établissement de ces relations avec Tokyo ne sont pas sans conséquences pour la République islamique. D'un côté, étant donné l'importance de son marché pour Téhéran, le Japon possède un moyen de pression sur la République islamique pour lui rappeler par exemple ses obligations envers l'AIEA ou le respect de ses engagements sur la question de la non-dissémination des armes de destruction massive.

Tokyo ne s'est d'ailleurs pas privée de le faire depuis 2003<sup>138</sup>. Le gouvernement japonais a ainsi récemment fait savoir au ministre iranien des Affaires étrangères en visite dans la capitale japonaise en février 2005 que le Japon souhaitait que Téhéran trouve un terrain d'accord avec la troïka européenne en ce qui concerne l'arrêt permanent de l'enrichissement de l'uranium.

Devant l'ambiguïté iranienne, les autorités japonaises, répondant à la requête du ministre iranien des Affaires étrangères d'accroître leurs investissements, ont par ailleurs déclaré que les difficultés actuelles autour de la question nucléaire empêchaient un plus grand engagement financier du Japon – une manière d'inviter Téhéran à plus de coopération avec les Occidentaux en lui faisant miroiter la possibilité de nouveaux investissements si un accord intervenait finalement<sup>139</sup>. D'un autre côté, le renforcement des relations pétrolières avec le Japon produit également des conséquences politiques plus positives vu du côté de la République islamique. D'une part, il contribue à créer une brèche dans l'embargo que Washington exerce sur le secteur pétrolier iranien et ouvre la voie à d'autres investisseurs, ce qui réduit l'isolement de l'Iran et renforce à terme la position du régime iranien qui tire une part importante de ses ressources des exportations pétrolières. D'autre part, les États-Unis doivent également tenir compte des intérêts pétroliers majeurs de leur allié japonais dans leurs calculs à l'égard de Téhéran, ce qui élargit la marge de manœuvre diplomatique de l'Iran et lui offre, jusqu'à un certain point, quelques garanties quant à sa sécurité. Ainsi, d'éventuelles opérations militaires américaines entreprises contre la République islamique pourraient avoir des conséquences sur l'approvisionnement pétrolier du Japon. Ce facteur rend donc leur déclenchement plus problématique et invite Washington à la prudence. En raison de ses intérêts pétroliers, Tokyo

137. *Japanese Trade in 2003*, Economic Research Department Japan External Trade Organization, 2004 ([www.jetro.go.jp/en/stats/statistics/](http://www.jetro.go.jp/en/stats/statistics/)).

138. Voir par exemple, « Statement by the Press Secretary/Director-General for Press and Public Relations on the adoption of the International Atomic Energy Agency (IAEA) Board of Governors' resolution concerning Iran's nuclear issue », Press Conference, 28 novembre 2003 (<http://www.mofa.go.jp/announce/press/2003/11/1128.html#3>).

139. « Japan tells Iran nuclear row is damaging trade, urges deal with EU », *AFP*, 9 février 2005.



s'est également démarquée des positions américaines sur l'Iran. Dans le dossier du nucléaire iranien, le Japon partage les inquiétudes de la communauté internationale et a adopté comme les grands pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne) une attitude privilégiant la voie diplomatique pour amener la République islamique à renoncer à toute ambition nucléaire militaire malgré les appels américains à plus de fermeté<sup>140</sup>.

Alors que l'administration américaine n'a pas complètement écarté la possibilité d'un recours à la force contre le régime iranien en cas d'échec de la diplomatie dans le dossier nucléaire<sup>141</sup>, à la veille du discours du président américain sur l'état de l'Union, le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi rappelait pour sa part que les inquiétudes concernant le programme nucléaire de Téhéran ne justifiaient pas l'adoption par le Japon d'une attitude inamicale à l'égard de la République islamique<sup>142</sup>. Dans le sillage du discours sur l'état de l'Union du président américain, après une visite en Malaisie, le ministre iranien des Affaires étrangères s'est quant à lui rendu à Tokyo afin de renforcer les liens bilatéraux avec le Japon. Pour réfuter l'image que

les États-Unis présentent de la République islamique et démontrer toute l'utilité géopolitique de l'Iran, il a à cette occasion présenté à ses interlocuteurs japonais le régime iranien comme le garant de la sécurité et de la stabilité dans la région du golfe Persique et comme un partenaire fiable, insistant sur la politique étrangère « raisonnable » menée par Téhéran<sup>143</sup>. En présentant l'Iran sous cet angle, le régime iranien entend démontrer qu'il est incontournable dans la région et ainsi s'assurer un appui diplomatique de Tokyo conforme à cette réalité. Aux yeux de Téhéran, la carte japonaise reste également très utile pour modérer Washington et rendre plus difficile une éventuelle décision américaine de recours à la force contre elle.

140. « US official urges Japan to act on Iran's nuclear development », *Kyodo News*, 25 décembre 2004.

141. Voir « Tensions entre les États-Unis et l'Iran, accusé d'enrichir son arsenal nucléaire », *le Monde*, 3 février 2005.

142. « Tokyo differs from Washington with regard to policies on Iran », *Irna*, 3 février 2005.

143. « Foreign Minister : Iran axis of security, stability in sensitive Persian Gulf region », *Irna*, 9 février 2005.

---

## Conclusion

---

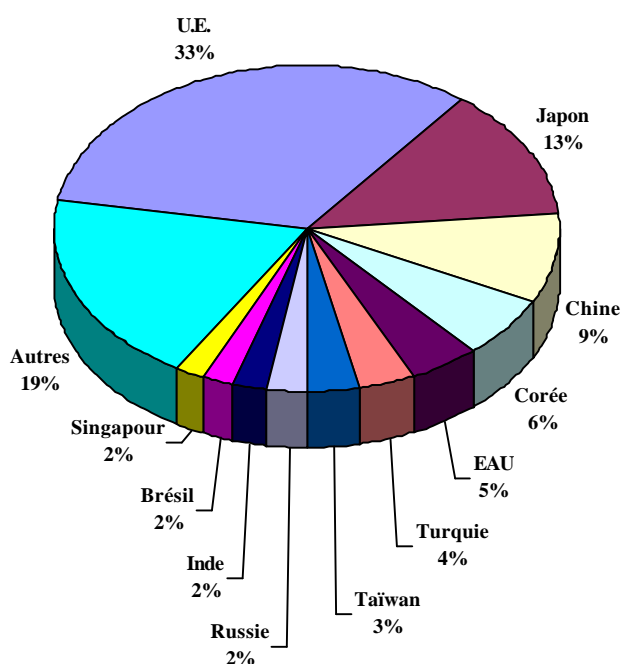
Depuis la décennie 1990 et singulièrement depuis 2001, l'Iran a développé et consolidé ses relations politiques et économiques avec les grands pays asiatiques que sont l'Inde, la Chine et le Japon si bien que l'on peut parler aujourd'hui d'un véritable « regard vers l'Est » de la diplomatie iranienne. Sur le plan géopolitique, État pivot du sud-ouest asiatique, l'Iran se considère comme une puissance qui doit occuper tout naturellement une place de choix sur l'échiquier du Grand Continent. Ses relations avec les grands pays asiatiques contribuent aux efforts de Téhéran pour atteindre cet objectif, qui n'est pas le seul. En développant des liens avec le monde asiatique, Téhéran tente d'atténuer sa dépendance à l'égard des pays européens et de varier ses interlocuteurs en élargissant son horizon diplomatique. La coopération avec certains pays d'Asie tend également à restaurer son image internationale, améliorer sa sécurité nationale, acquérir du matériel militaire, accéder à certaines technologies nucléaires, et surtout, d'un point de vue diplomatique, l'autorise à jouer la carte « Asie » face aux États-Unis. Les liens que Téhéran a développés avec les grands pays asiatiques contribuent ainsi à réduire les capacités de pressions américaines et limitent les options de l'administration Bush.

Dès lors, dans le dossier du nucléaire iranien, Washington aurait peut-être intérêt à prendre en considération ce facteur dans sa stratégie et à associer davantage les pays asiatiques à ses pressions sur Téhéran en tenant mieux compte de leurs intérêts pour les amener à soutenir ses objectifs. Par ailleurs, l'Asie représente un marché de plus en

plus important pour les exportations pétrolières de l'Iran et, dans l'avenir, pour l'écoulement de sa production de gaz. Outre des bénéfices économiques importants, le renforcement des relations énergétiques avec les grands pays asiatiques fournit à Téhéran de nouveaux investissements dont ses secteurs pétrolier et gazier ont un besoin urgent. Il consolide finalement le régime islamique dont les ressources proviennent en grande partie de la rente pétrolière.

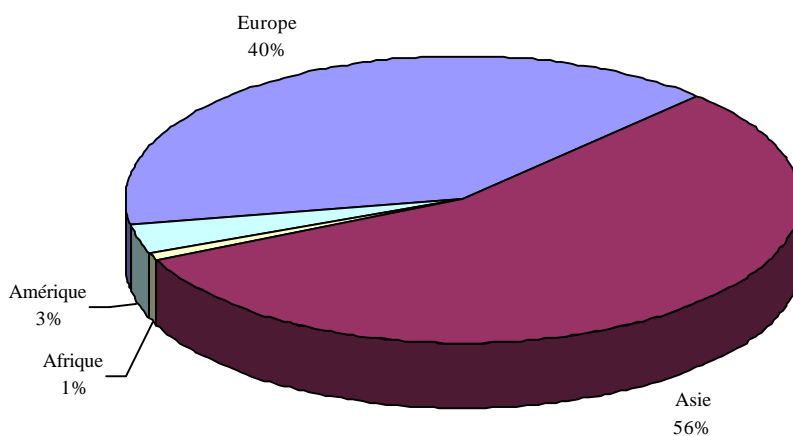
À un autre niveau, on relèvera que la politique asiatique de l'Iran s'inscrit dans une tendance structurelle plus large, caractérisée par l'amplification des relations inter-asiatiques, notamment le renforcement des relations énergétiques entre les pays de la région du golfe Persique et le reste de l'Asie, en raison notamment du développement économique continu de la Chine et désormais de l'Inde et des besoins énergétiques croissants de ces deux pays. Ces relations inter-asiatiques prennent ainsi une importance croissante qui ne devrait pas diminuer dans l'avenir. Il s'agit d'un facteur qui pourrait avoir une influence sur la géopolitique du golfe Persique et sans doute sur les relations Occident-Asie. Après la dissolution de l'URSS, puis la pénétration américaine au cœur de l'Asie centrale en 2001, il s'agit d'un nouveau moment de la transformation de l'Asie, marqué par une reconfiguration du continent autour de deux pôles complémentaires : un pôle énergétique en Asie occidentale et un pôle économique-industriel en Asie orientale. Ainsi se dessine progressivement une nouvelle géographie : celle de l'Asie-continent. Réalité moins segmentée que l'on avait pris l'habitude de présenter généralement en excluant sa partie occidentale et en délaissant ses territoires intérieurs qui forment l'Asie centrale.

## Annexe I. Répartition géographique des échanges de l'Iran



Source : IMF, *Direction of Trade statistics*, Washington, D.C., International Monetary Fund, 2004, p. 266.

## Annexes II. Distribution des échanges de l'Iran par aire géographique



Source : IMF, *Direction of Trade statistics*, Washington, D.C., International Monetary Fund, 2004, p. 266.

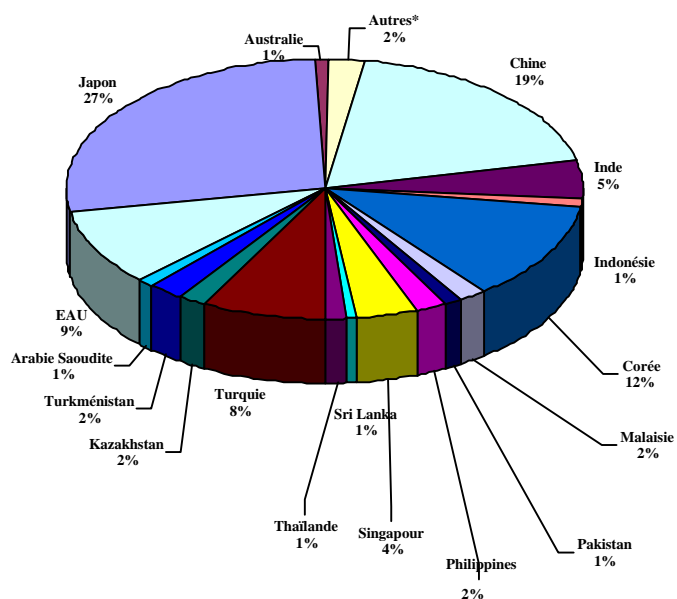
L'Europe comprend les pays membres de l'UE ainsi que les anciens pays de l'Europe de l'Est non membres de l'UE, l'Ukraine, la Biélorussie, les trois républiques du Caucase et la Russie.

L'Asie comprend les pays classés dans la catégorie « Asie » et « Moyen-Orient » de l'annuaire du FMI, auxquels nous avons ajouté la Turquie, les cinq républiques d'Asie centrale, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

L'Afrique reprend les pays classés dans cette catégorie par l'annuaire du FMI.

L'Amérique reprend les pays classés « hémisphère occidentale » par l'annuaire du FMI auxquels nous avons ajouté les États-Unis et le Canada.

### Annexe III. Les échanges entre l'Iran et ses partenaires asiatiques en 2003



Source : IMF, *Direction of Trade statistics*, Washington, D.C., International Monetary Fund, 2004, p. 266.

La catégorie « Autres\* » comprend les pays suivants : la Nouvelle-Zélande, le Bangladesh, le Viêtnam, la République kirghize, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Bahreïn, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar, la Syrie et le Yémen, avec lesquels les échanges de l'Iran sont inférieurs à 1 % de son commerce total en 2003.

## Les Rapports du GRIP

- |   |   |
|---|---|
| <p>1/97 <b>Ex-Yougoslavie - L'embargo sur les armes et le réarmement actuel</b>, Georges Berghezan, 32p., 7,44 euros.</p> <p>2/97 <b>FN Herstal : Quel avenir pour la tradition armurière ?</b>, Luc Mampaey, 20p., 4,96 euros.</p> <p>3/97 <b>Burundi : trafics d'armes et aides militaires</b>, Human Rights Watch, 60p., 11,16 euros.</p> <p>1/98 <b>L'industrie belge de défense - Adaptation, consolidation et mythe de la reconversion</b>, Luc Mampaey, 84p., 12,39 euros.</p> <p>2/98 <b>Kosovo : poudrière des Balkans</b>, Sevdí Zymberaj et Bernard Adam, 21p., 7,44 euros.</p> <p>3/98 <b>Concepts et potentiels nucléaires 1999-2000</b>, André Dumoulin, 35p., 7,44 euros.</p> <p>4/98 <b>La Belgique et les satellites de renseignement</b>, André Dumoulin, 23p., 4,96 euros.</p> <p>5/98 <b>Le programme HAARP : science ou désastre ?</b>, Luc Mampaey, 84p., 11,16 euros.</p> <p>1/99 <b>Les armes non létales - Une nouvelle course aux armements</b>, Luc Mampaey, 40p., 8,68 euros.</p> <p>2/99 <b>La guerre du Congo-Kinshasa - Analyse du conflit et transferts d'armes vers l'Afrique centrale</b>, Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 54p., 9,92 euros.</p> <p>3/99 <b>Post-Cold War Conversion in Europe - Defence Restructuring in the 1990s and the Regional Dimension</b>, collectif, 104p., 17,35 euros.</p> <p>1/00 <b>La détention d'armes par les civils - Armes à feu : un enjeu en matière de Santé publique</b>, Sophie Nolet, 44p., 8,68 euros.</p> <p>2/00 <b>Marquage et traçage des armes légères</b>, Ilhan Berkol, 72p., 14,87 euros.</p> <p>3/00 <b>Bilan de la guerre du Kosovo : Résultat des frappes - Fin du conflit - La reconstruction - La situation en Serbie-Monténégro</b>, Valérie Peclow et Bernard Adam, 56 p., 9,92 euros.</p> <p>4/00 <b>National Missile Defense - Le retour de la guerre des étoiles et les enjeux stratégiques</b>, Aris Roubos et Michel Wautelet, 60p., 9,92 euros.</p> <p>5/00 <b>L'Union européenne et la prévention des conflits africains</b>, Félix Nkundabagenzi, 28p., 7,44 euros.</p> <p>6/00 <b>Groupe Herstal S.A. - L'heure des décisions</b>, Luc Mampaey, 34p., 7,44 euros.</p> <p>7/00 <b>La disponibilité des armes légères illicites - Comment combattre cette menace internationale</b>, Peter Lock, 34p., 7,44 euros.</p> <p>1/01 <b>Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées</b>, Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros.</p> <p>2/01 <b>Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé</b>, Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.</p> <p>3/01 <b>La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?</b>, collectif, 40p., 8,50 euros.</p> | <p>4/01 <b>La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats</b>, Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.</p> <p>5/01 <b>L'ONU face au terrorisme</b>, Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.</p> <p>1/02 <b>La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre</b>, Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.</p> <p>2/02 <b>L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur</b>, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.</p> <p>3/02 <b>L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence</b>, Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.</p> <p>4/02 <b>Les exportations d'armes de la Belgique</b>, Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.</p> <p>1/03 <b>Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient</b>, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.</p> <p>2/03 <b>La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale</b>, Claudio Gramizzi et Matthieu Damian, 45p., 9 euros.</p> <p>3/03 <b>Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique</b>, Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p.</p> <p>4/03 <b>Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes</b>, Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.</p> <p>1/04 <b>Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE</b>, Holger Anders, 34p., 7 euros.</p> <p>2/04 <b>Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants</b>, Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.</p> <p>3/04 <b>L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres</b>, Thierry Coosemans, 52p., 9 euros.</p> <p>4/04 <b>Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention</b>, Ilhan Berkol, 44p., 8,5 euros.</p> <p>5/04 <b>Qui arme les Maï-Maï? - Enquête sur une situation originale</b>, Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 euros.</p> <p>1/05 <b>RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes</b>, Anne Renaud, 33p., 7 euros.</p> |
|---|---|

Les «Rapports du GRIP» sont peu diffusés en librairie.  
Avant tout disponibles au GRIP.